κος ΣΗΜΙΤΗΣ ΚΩΝ/ΝΟΣ
ΑΘΗΝΑ
www.pressdelivery.gr -

Flottes d'entreprise
Le marché disputé des véhicules professionnels
Supplément

Le Monde

Mercredi 26 octobre 2011 - 67e année - N°20765 - 1,50 € - France métropolitaine - www.lemonde.fr —
Fondateur : Hubert Beuve-Méry - Directeur : Erik Izraelewicz

Jours fatidiques pour le destin européen

- La France a fini par épouser les positions allemandes sur le défaut partiel de la dette grecque
- Les acteurs-clés de la crise, les pistes pour en sortir, les tensions en Italie et en Grèce
- Le philosophe allemand Jürgen Habermas craint que la crise n'emporte la démocratie
- Sommet de la dernière chance ce 26 octobre à Bruxelles

Edition spéciale pages 2 à 10

La chancelière allemande Angela Merkel à Bruxelles, le 23 octobre. Tout à gauche, le premier ministre grec, Georges Papandréou, et à droite, Jean-Claude Trichet, gouverneur sortant de la BCE. YVES HERMAN/REUTERS

Le sursaut ou le chaos

« Chaque avancée de l'Europe s'est faite à l'occasion d'une crise. Plus celle-ci était profonde, plus les progrès de la construction européenne ont été importants. Alors, aujourd'hui, il y a toutes les raisons d'espérer... Compte tenu de la violence du choc actuel, l'Europe s'apprête à faire un grand bond en avant ! » Développée il y a quelques jours devant un parterre de patrons français et allemands, l'analyse de Joschka Fischer, l'ancien ministre Vert des affaires étrangères allemand, pourrait porter à l'optimisme.

Il n'y a pourtant point de fatalité en ce domaine. La crise de l'Europe est grave, la plus grave depuis la fin de la seconde guerre mondiale. Elle est économique et sociale – la récession menace, mais pas seulement. Elle est profondément politique, ce dont témoignent les mouvements de défiance, voire de révolte, qui s'expriment régulièrement sur le « Vieux » Continent. Il y a le feu à la maison, disait en d'autres circonstances un ancien président de la République française. La formule vaut aussi ici. Cette crise de la dette peut conduire l'Europe au chaos. Face à cette menace, les négociations engagées depuis des mois entre Paris et Berlin d'abord, avec les autres pays de la zone euro puis de l'Union ensuite, ont quelque chose de pitoyable. On multiplie tête-à-tête, parties de bras de fer et sommets, on tergiverse, on négote, on reporte... On va parvenir, sans doute (il ne faut pas braquer les marchés !), mercredi 26 octobre à Bruxelles, à un nouvel accord de la dernière chance, un énième compromis. On aura rafistolé la maison – en imposant une sévère cure d'austérité à des peuples désemparés, en obligeant les prêteurs à renoncer à une partie de ce qui leur est dû, en exigeant une recapitalisation des banques, en augmentant aussi la capacité de la pompe à incendie. Avec tout cela, on n'aura pas éteint le feu. Et c'est là qu'il y a de quoi s'inquiéter.

L'Europe a besoin d'un nouveau souffle et d'architectes volontaires et ambitieux. Il faut bien sûr, de toute urgence, sauver l'euro. Les pères de la monnaie unique l'avaient peut-être survendue à leurs opinions publiques, la présentant comme la clé absolue du bonheur. Ce qu'elle ne saurait être. Elle en est pourtant une condition. Au-delà, c'est la manière dont l'Europe fonctionne, dont elle s'organise, c'est la solidarité qu'elle fait jouer entre ses membres qui doivent être reconsidérées. On l'oublie dans cette période où les difficultés de chacun favorisent les égoïsmes de tous : le monde qui se construit sera constitué de grands ensembles – autour des Etats-Unis et de la Chine, notamment. Face à ces géants, la France peut regretter d'avoir à choisir entre une Europe allemande (celle qui se dessine) et une Europe éclatée. Elle aurait pu s'épargner ce choix si elle s'en était donné les moyens, si elle ne s'était laissé affaiblir par ses déficits en tout genre – financiers, commerciaux et de compétitivité. Il est trop tard pour le regretter. Le feu est là. Il faut stopper l'incendie et commencer à reconstruire, dans le même temps, la maison. Il y a urgence. ■

Editorial
Erik Izraelewicz

Le triomphe attendu des islamistes en Tunisie

Politique Clandestin avant la chute du régime de Ben Ali, il y a dix mois, le parti Ennahda a remporté l'élection tunisienne, dimanche 23 octobre. Dans l'attente des résultats définitifs, le mouvement islamiste « modéré » a annoncé avoir dépassé 30 % des suffrages. Ses dirigeants ont aussi réitéré leur volonté de former un gouvernement d'union nationale. La nouvelle Assemblée sera chargée de rédiger une nouvelle Constitution. **Pages 12 et 18**

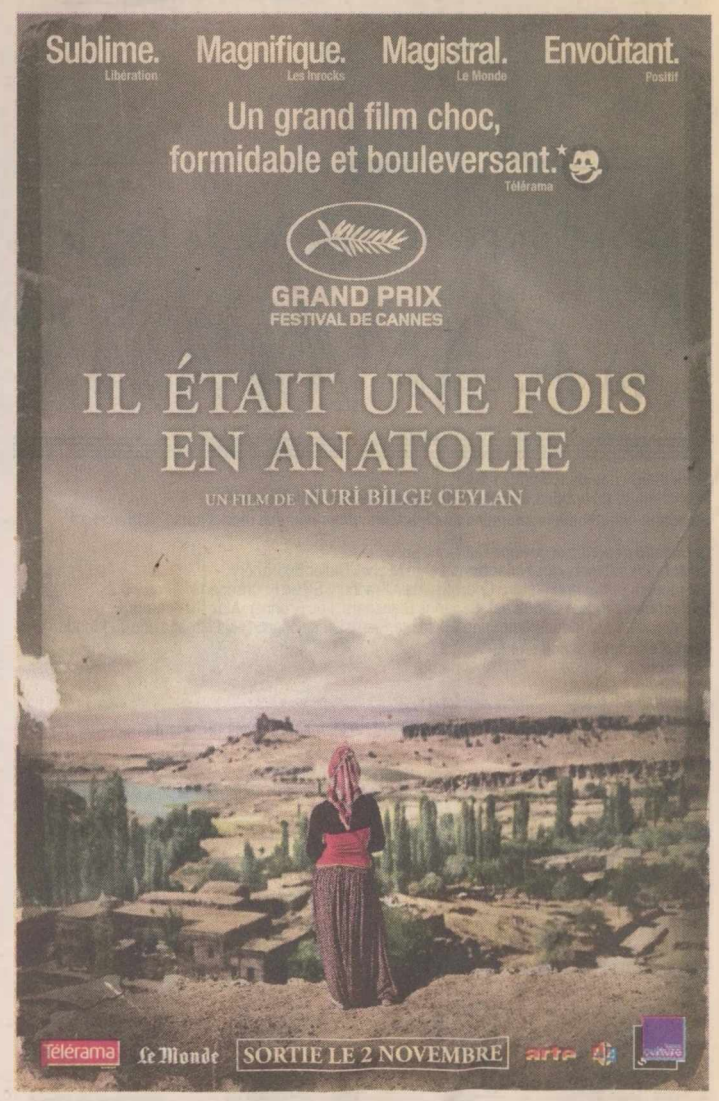
Le regard de Plantu

La politique au cinéma, cruelle et sensuelle

D'un côté, *L'Exercice de l'Etat*, film français de Pierre Schoeller, de l'autre, *Les Marches du pouvoir*, œuvre américaine de George Clooney. Deux films sur la lutte électorale, le sommet de l'Etat, les hommes de pouvoir se font concurrence dans les salles à partir du mercredi 26 octobre.

Le premier, magnifique, met en scène un ministre et ses collaborateurs, des personnages pleins d'appétit sensuel, de désir pour un Etat terriblement aphrodisiaque. Le (bon) film de George Clooney raconte le destin d'un petit génie de la politique qui se verra contraint à un choix cruel : la trahison ou le suicide symbolique. ■

Lire page 22



UK price £1,50
M 00147 - 1026 - F: 1,50 €

Algérie 150 DA. Allemagne 2,00 €. Antilles-Guyane 2,00 €. Autriche 2,40 €. Belgique 1,50 €. Cameroun 1 500 F CFA. Canada 4,25 $. Côte d'Ivoire 1 500 F CFA. Croatie 18,50 Kn. Danemark 25 KRD. Espagne 2,00 €. Finlande 2,50 €. Gabon 1 500 F CFA. Grande-Bretagne 1,50 £. Grèce 2,20 €. Hongrie 700 HUF. Irlande 2,00 €. Italie 2,20 €. Luxembourg 1,50 €. Malte 2,50 €. Maroc 10 DH. Norvège 25 KRN. Pays-Bas 2,00 €. Portugal cont. 2,00 €. Réunion 1,90 €. Sénégal 1 500 F CFA. Slovénie 2,20 €. Suède 30 KRS. Suisse 3,00 CHF. Tunisie 2,00 DT. Turquie 6,00 TL. USA 3,95 $. Afrique CFA autres 1 500 F CFA.

LA CRISE EUROPÉENNE

La monnaie unique a perdu tout son sex-appeal

La crise de la dette a quelque peu refroidi les ardeurs des pays qui tapaient à la porte de la zone euro. C'est surtout le cas de la République tchèque, de la Pologne et de la Hongrie. Lors d'une réunion à Varsovie, le 14 octobre, ces trois pays ont affiché leur mauvaise humeur.

« L'union monétaire est en train de se transformer en une union de transferts et de dette, donc il faut attendre de voir vers quoi la zone euros va s'acheminer », a ainsi déclaré à la presse le premier ministre tchèque, Petr Necas. *« Le gouvernement que je dirige n'a pas fixé et ne va pas fixer de date pour l'adhésion à l'euro »* a-t-il ajouté. Très dépendante de l'industrie automobile et de ses exportations vers la zone euro, Prague devrait avoir cette année une croissance de 2 %, soit beaucoup moins qu'espéré.

Tout en réaffirmant que l'adoption de l'euro restait l'objectif de son pays, le chef du gouvernement polonais, Donald Tusk, a déclaré, quant à lui, que *« la question de l'avenir de la zone euro ne doit pas être posée aux candidats à l'entrée, mais aux membres de la zone euro qui l'ont conduit dans cette situation critique par leur attitude pas toujours responsable »*. Poids lourd de l'Europe centrale, la Pologne a jusque-là résisté à la crise et devrait enregistrer une croissance de 4 %. Cela dit, ses comptes publics se dégradent. En 2010, le déficit budgétaire s'est élevé à 7,9 % du produit intérieur brut (PIB). La monnaie nationale, le zloty, a récemment baissé de 10 % face à l'euro.

Pour sa part, le premier ministre hongrois, Viktor Orban, a dénoncé une Europe à deux vitesses, soulignant que les dix-sept pays membres de la zone euro feraient bien de prendre des décisions qui soient bien accueillies par ceux qui sont en dehors. *« Nous sommes contre une division de l'UE en deux blocs ; celui de la zone euro et le reste de l'UE »*, a-t-il déclaré. La Hongrie risque cette année une faible récession et sa monnaie, le forint, est au plus bas. Le discours antilibéral et antieuropéen du premier ministre rencontre un écho favorable dans la population. Budapest n'envisage plus l'euro qu'à l'horizon 2020.

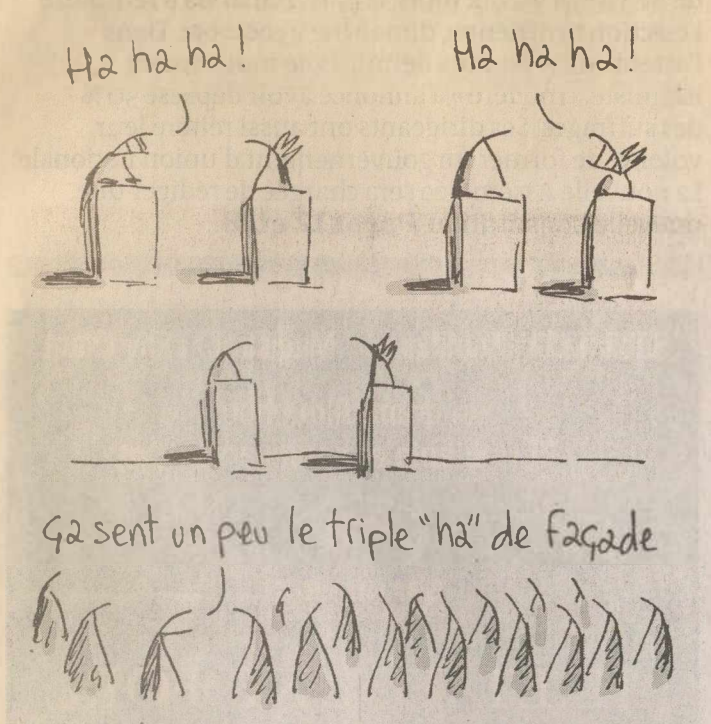
Prudence

Soumise à un programme d'austérité depuis 2009, la Roumanie devrait connaître en 2011 une croissance de 1,5 %. Bucarest, qui prévoyait d'entrer dans l'euro en 2015, parle désormais de 2018. La Bulgarie, quant à elle, qui espérait 4 % de croissance, devra se contenter de 2 %. L'entrée dans la zone euro n'est plus un objectif mais *« quelque chose que nous observons prudemment, car nous ne savons pas comment ces processus vont se développer »*, a dit, le 18 octobre, le premier ministre Boïko Borissov.

L'Islande, qui a formellement déposé sa candidature en 2009 pour intégrer pleinement l'UE, est plus divisée que jamais. D'autant que la dévaluation de sa couronne a permis à l'île de doper ses exportations et de sortir plus vite que prévu de la crise économique (2 % de croissance attendus cette année). La Lettonie, enfin, a toujours pour objectif d'adopter l'euro d'ici à 2014, mais n'a qu'un remède pour la Grèce et les autres pays criblés de dettes : l'austérité. ■

FLORENCE BEAUGÉ

Les indéfendables Xavier Gorce



Société éditrice du « Monde » SA
Président du directoire, directeur de la publication Louis Dreyfus
Directeur du « Monde », membre du directoire, directeur des rédactions Erik Izraelewicz

Secrétaire générale du groupe Catherine Sueur
Directeurs adjoints des rédactions Serge Michel, Didier Pourquery
Directeurs éditoriaux Gérard Courtois, Alain Frachon, Sylvie Kauffmann
Rédacteurs en chef Eric Béziat, Sandrine Blanchard, Luc Bronner, Alexis Delcambre, Jean-Baptiste Jacquin, Jérôme Fenoglio, Marie-Pierre Lannelongue (« M Le magazine du Monde »)
Chef d'édition Françoise Tovo
Directeur artistique Aris Papathéodorou
Médiateur Pascal Galinier
Directeur du développement éditorial Franck Nouchi
Conseil de surveillance Pierre Bergé, président. Gilles van Kote, vice-président

Le Monde est édité par la Société éditrice du « Monde » SA
Durée de la société : 99 ans à compter du 15 décembre 2000. Capital social : 149 017 497 €. Actionnaire principal : Le Monde SA

Rédaction 80, boulevard Auguste-Blanqui, 75707 Paris Cedex 13. Tél. : 01-57-28-20-00 ; télécopieur : 01-57-28-21-21
Abonnements par téléphone : de France 32-89 (0,34 € TTC/min) ; de l'étranger : (33) 1-76-26-32-89 ou par Internet : www.lemonde.fr/abojournal

La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des publications et agences de presse n° 0712 C 81975 ISSN 0395-2037

publicité
Président : Louis Dreyfus
Directrice générale : Corinne Mrejen

PRESSE PAYANTE 2011
PRINTED IN FRANCE

80, bd Auguste-Blanqui, 75707 PARIS CEDEX 13
Tél. : 01-57-28-39-00
Fax : 01-57-28-39-26

IMPRIM'VERT®
Imprimerie du Monde, 12, rue Maurice-Gunsbourg, 94852 Ivry cedex

De la crise de l'euro

Pour sauver le projet européen, Paris et Berlin doivent surmonter leurs tabous.

Une même crise, mais des mots différents pour la qualifier. En France, on parle sauvetage de la Grèce, recapitalisation des banques, création d'un fonds européen pour voler au secours des Etats en faillite. En Allemagne, les responsables politiques en sont à l'étape suivante, et tentent de tirer les conséquences politiques de cette crise, la plus grave qu'ait jamais connue l'Union européenne. Ils ont de nouveau le mot *« fédéralisme »* à la bouche, la ministre de la santé de la chancelière allemande Angela Merkel, Ursula von der Leyen, allant jusqu'à employer le mot *« Etats-Unis d'Europe »*, prononcé par Winston Churchill, à Zurich, en 1946.

> « Notre destin se joue dans les dix jours »
> **Nicolas Sarkozy**

Étonnante différence d'approche, à la veille du conseil européen qui doit décider, mercredi 26 octobre, du sauvetage de l'euro. Les Français restent sur le terrain de jeu fixé par les marchés financiers, tandis que les Allemands, à la tête de la première puissance économique du continent, définissent le débat en termes politiques, dans le cadre d'une démocratie parlementaire mature. Toute la construction européenne depuis 1945 est en jeu. Le sujet est politique. Nicolas Sarkozy s'inquiète de la faible conscience qu'en ont ses concitoyens. *« Notre destin se joue dans les dix jours »*, a-t-il lancé, le 18 octobre, à l'Elysée, parlant de guerre et de paix, comme jadis le chancelier Helmut Kohl (1982-1998). *« Ceux qui détruiront l'euro prendront la responsabilité de la résurgence de conflits sur notre continent »*, a-t-il averti.

Les plus fédéralistes, à l'instar du social-libéral Jean-Pierre Jouyet, retrouvent espoir. *« C'est la grande ironie de l'Histoire : ce sont les marchés financiers qui vont imposer l'Europe politique »*, assure l'ex-secrétaire d'Etat aux affaires européennes. L'intégration européenne a toujours progressé de crise en crise. Elle serait de retour après le coup d'arrêt donné par le non des Français au référendum de 2005 sur la Constitution européenne.

Au contraire, l'eurosceptique UMP Jacques Myard prédit la fin de l'euro, mal conçu. *« La maladie du XXe siècle fut de vouloir construire des systèmes dans lesquels on veut faire rentrer la réalité : cela ne marchera pas. Les dirigeants européens ne font que gagner du temps »*, accuse le député des Yvelines. La monnaie unique devait faire converger les économies européennes. Affranchies de la contrainte des marchés, qui provoquaient la dévaluation des pays mal gérés, les économies les plus faibles ont perdu de leur compétitivité par rapport à l'Allemagne, se croyant protégées par l'euro, avant que les marchés ne leur fassent payer l'addition.

Le directeur général de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), le socialiste Pascal Lamy, résume l'enjeu. *« La réalité se rappelle à ceux qui voulaient faire l'euro sans l'union politique. Aujourd'hui, c'est un pas en avant ou trois pas en arrière : si on fait sauter l'union monétaire, on fera ensuite sauter le marché intérieur puis l'union douanière. On se retrouvera chacun chez soi, dans un monde encore plus globalisé. »* Le Vieux Continent est sous la menace d'un détricotage d'une Europe fondée sur l'économie, depuis la mise en commun du charbon et de l'acier en 1951, le Marché commun, créé avec le traité de Rome de 1958 et achevé par l'Acte unique de 1986, le tout couronné par l'euro lancé à Maastricht en 1991.

Le pire n'est pas à exclure. L'étude des années 1930 montre que les dirigeants ne purent empêcher des événements qu'ils virent parfois se profiler. En 2008, l'administration de George Bush n'avait plus le pouvoir politique d'empêcher la faillite de la banque d'affaires Lehman Brothers qu'elle savait destructrice. Il ne suffit pas de se savoir au bord du gouffre pour ne pas y sombrer. *« Je suis vraiment inquiet »*, met en garde un haut négociateur français. A la veille du sommet de Bruxelles, il craint une attaque des marchés contre l'Italie, si la réponse des Européens est jugée insuffisante : *« L'enjeu est de savoir si les marchés jugent que la faillite de la Grèce est un cas unique ou s'ils considèrent que les peuples auront à l'avenir pour option de ne pas payer leurs dettes. »*

Pourtant, Paris et Berlin ont un intérêt vital à sauver l'euro. La France a le plus à perdre : depuis soixante ans, elle cherche à faire de l'Europe le levier d'Archimède de son influence et se retrouverait incapable de choisir entre une Europe latine exclue de l'euro et l'Allemagne, son premier partenaire, qui lui sert depuis un demi-siècle de modèle de vertu.

L'Allemagne, elle aussi, a son destin lié à la monnaie unique. Certes, il lui est souvent reproché de vouloir être au choix une petite Chine ou une grande Suisse. Un pays industriel ultra-compétitif, intégré dans la mondialisation, qui n'aurait pas plus besoin de l'Europe que n'en avait la City de Londres sous Gordon Brown. Ou une île au cœur de l'Europe, heureuse de sa richesse et de sa quiétude, soucieuse de ne pas s'impliquer dans les affaires d'autrui.

Tout cela est faux. L'Allemagne réalise la majorité de ses excédents commerciaux avec l'Europe et a intérêt au bien-être de ses voisins, dont l'hostilité lui serait très vite néfaste. C'est une des raisons qui avait conduit Helmut Kohl à renoncer au deutschemark après la chute du mur de Berlin en 1989.

Ainsi fut lancé l'euro à Maastricht. *« François Mitterrand avait imposé l'euro à Helmut Kohl, mais l'Allemagne avait imposé ses conditions. Depuis, Nicolas Sarkozy a imposé des réunions des chefs d'Etat et de gouvernement de la zone euro dont Angela Merkel ne voulait pas, mais les Allemands veulent imposer leur ligne économique »*, résume l'ex-secrétaire général de l'Elysée de François Mitterrand, Hubert Védrine (1991-1995).

> « La réalité se rappelle à ceux qui voulaient faire l'euro sans l'union politique »
> **Pascal Lamy**
> directeur général de l'OMC

Vingt ans après, les deux pays doivent chacun briser leur tabou : les Allemands, qui se jugent trahis par les tricheries comptables des Grecs, doivent accepter ce que les Français appellent gouvernement économique, assorti d'aides financières aux plus faibles et d'une vraie gestion commune des finances publiques ; les Français sont invités à faire à la fois le virage économique de 1983, lorsque François Mitterrand fit le pari de la rigueur et de l'ancrage en Europe deux ans après les désillusions de mai 1981, et le saut fédéral qu'ils ont toujours refusé.

Explication : l'Allemagne réunifiée avait accepté l'euro à condition que la stabilité de la monnaie, qui a fait le miracle économique de l'après-guerre, soit confiée à une banque centrale indépendante. La phobie de l'inflation ne s'explique pas que par la ruine due à l'hyperinflation de 1923, dans la foulée de l'occupation de la Ruhr par l'armée française et des réparations de guerre imposées par Paris. Les Allemands ont été ruinés à deux autres reprises, par l'inflation cachée de la dictature nazie et par la faillite de la RDA. ►►►

D'une crise grecque à une crise européenne

4 octobre 2009 En Grèce, le socialiste Georges Papandréou arrive au pouvoir et annonce que le déficit budgétaire, volontairement sous-estimé, sera bien plus élevé que 6 % du produit intérieur brut (PIB) : il atteindra 15,4 %.

2 mai 2010 Avec l'aide du Fonds monétaire international (FMI), les pays de la zone euro débloquent une aide de 110 milliards d'euros pour la Grèce, incapable de refinancer sa dette sur les marchés.

10 mai Pour enrayer la contagion à d'autres pays, la zone euro crée le Fonds européen de stabilité financière (FESF, 440 milliards d'euros). Avec l'aide du FMI, une enveloppe de 750 milliards d'euros est disponible.

28 novembre Une aide de 85 milliards d'euros est octroyée à l'Irlande, plombée par ses banques.

3 mai 2011 Le Portugal est placé sous assistance, avec une aide de 78 milliards d'euros.

21 juillet Un deuxième plan d'aide de 109 milliards d'euros est adopté pour la Grèce. A cela s'ajoute une contribution de 49 milliards d'euros des créanciers privés, qui acceptent une décote de 21 % sur leurs emprunts d'Etat grecs. Les outils du FESF sont renforcés.

8 août La Banque centrale européenne rachète de la dette italienne et espagnole pour enrayer les attaques des marchés.

23 octobre La zone euro repousse à un nouveau sommet, prévu le 26 octobre, des décisions sur un renforcement du FESF et une décote plus importante des titres grecs.

La zone euro « sur l'autoroute » de la récession

Pour les experts, aucune solution miraculeuse ne peut désormais inverser la tendance

C'est désormais une évidence pour la plupart des économistes : affaiblie, criblée de dettes, la zone euro devrait replonger en récession, emportée par la spirale des plans de rigueur. La chute pourrait certes être moins brutale qu'en 2009, après la faillite de la banque d'affaires américaine Lehman Brothers fin 2008. Mais, contrairement à il y a deux ans, la zone euro devrait, cette fois, tomber seule, les Etats-Unis résistant.

Une récession signifie que l'économie traverse deux trimestres consécutifs de croissance négative. Selon les experts de Deutsche Bank, ce sera le cas en zone euro entre fin 2011 et début 2012 : le produit intérieur brut (PIB) se contractera de 0,1 % au quatrième trimestre cette année, et encore de 0,1 % au premier trimestre 2012.

S'ils ne s'avancent pas aussi loin, les experts de BNP Paribas prédisent un recul du PIB de 0,2 % au quatrième trimestre de 2011. Tandis que les analystes de Barclays estiment que la zone euro *« est sur une autoroute »* vers la rechute en fin d'année.

Les économistes sont soucieux depuis la fin de l'été. Les indicateurs de plus en plus sombres se sont accumulés dans les pays de l'Europe latine : Grèce, Portugal, Espagne et Italie. Mais c'est la publication, lundi 24 octobre, de l'indice PMI par le cabinet Markit – une enquête d'opinion mesurant l'activité dans le secteur privé de la zone euro en octobre –, qui a convaincu les experts que les choses tournaient vraiment mal.

Lorsqu'il est inférieur à 50, cet indicateur est jugé assez fiable pour prédire une baisse de la croissance. Or, en octobre, l'indice PMI de la zone euro affiche 47,2 points : 47,2 dans les services et 47,3 pour l'industrie manufacturière.

Surtout, les deux poids lourds de l'Europe, la France et l'Allemagne (30 % du PIB de la zone), ne sont plus épargnés. En France, où le secteur tertiaire, privé et public, représente environ 75 % du PIB et des emplois, l'indice PMI des services affiche 46, contre 51,5 un mois plus tôt et 56,8 en août, observent les analystes de BNP Paribas. En Allemagne, l'industrie, elle, est touchée par un recul de la production. Le premier depuis... juin 2009.

Hésitations politiques

« Tout n'est pas encore joué », espère François Cabau, économiste chez Barclays. Mais même si la croissance n'est pas négative, elle restera proche de zéro, reconnaît-il.

Les hésitations des politiques européens pour résoudre la crise des dettes souveraines pèsent dans cette menace de récession. *« Le spectacle de dirigeants qui n'étaient pas à la hauteur des enjeux »* a provoqué un choc de confiance, s'agace Bruno Cavalier, économiste chez Oddo.

A cela s'est ajoutée l'accumulation de plans de rigueur *« claironnés »* par les chefs d'Etat. Comment les consommateurs peuvent-ils engager des dépenses s'ils redoutent une hausse des taxes ?

Mais c'est surtout le spectre d'un « credit crunch », un recul et un renchérissement de l'octroi de crédits par les banques, pénalisées par la crise de la zone euro, qui a empoisonné le climat. Entre juillet et août, le flux de nouveaux prêts accordés aux entreprises dans la zone euro, corrigé des variations saisonnières, a atteint 4,2 milliards d'euros, contre 10,1 milliards au deuxième trimestre. Pour les ménages, le flux est passé de 9 milliards fin juin à 3,3 milliards entre juillet et août. Une chute *« saisissante »* selon Gilles Moëc, économiste à la Deutsche Bank.

Pour les experts, une solution même miraculeuse à la crise en zone euro ne peut plus inverser la tendance pour la fin de l'année. *« L'affaire est pliée »*, lâche M. Cavalier. Mais s'ils s'entendent – enfin –, les chefs d'Etat européens peuvent éviter le pire pour 2012. ■

CLAIRE GATINOIS

LA CRISE EUROPÉENNE

à celle de l'Europe politique

La France est confrontée à la rigueur budgétaire et au fédéralisme, l'Allemagne doit assumer son leadership

Les chefs d'Etat et de gouvernement européens se sont réunis, dimanche 23 octobre, à Bruxelles. Ils devaient se retrouver mercredi pour un sommet de la dernière chance. J. THYS/AFP

►►► Seconde exigence : marqués par l'éthique protestante, les Allemands voulaient que chacun gère son budget en bon père de famille, et la monnaie serait préservée. *« Les Allemands avaient l'illusion qu'on pourrait vivre sur le modèle de l'étalon or et de l'équilibre budgétaire absolu comme c'était le cas jusqu'en 1914 »*, analyse un proche de Nicolas Sarkozy.

Tout a changé avec la Grèce. Angela Merkel a découvert qu'un petit pays, tel un talon d'Achille, pouvait faire sombrer l'Europe entière. La chancelière est prête à prendre ses responsabilités. Ce n'est pas *« l'Allemagne paiera »* de Georges Clemenceau lors du traité de Versailles en 1919 : elle a déjà payé en étant la première contributrice du Fonds européen de stabilité financière (FESF). Mais elle va exiger en contrepartie un droit de regard sur les fonds et la gestion budgétaire des autres pays européens. *« dire de l'argent et des contraintes »*, résume Jean-Louis Bourlanges, président de la fondation du Centre. Les Français sont-ils prêts à l'accepter ? Rien n'est moins sûr.

Depuis le lancement de l'euro, la France a toujours renâclé à équilibrer ses finances. Lionel Jospin ne voulait pas casser la croissance. Jacques Chirac fit voler en éclats le pacte de stabilité. A peine élu, M. Sarkozy fila au conseil des ministres des finances européens pour expliquer qu'il ne tiendrait pas les engagements de la France. Sans cesse, la France reste marquée par l'école keynésienne, soucieuse de piloter la croissance. Un conflit lourd se dessine entre les tenants latins d'un recours magique à l'inflation pour laminer les dettes européennes, et les partisans germaniques de l'austérité, afin de restaurer une compétitivité perdue dans la mondialisation, au risque de sombrer dans la déflation.

Deuxièmement, les Français se sont toujours crus fédéralistes… à condition d'être certains que leur point de vue s'impose. Ils n'ont jamais fait le choix de l'Europe politique. Sous Pierre Mendès France, les députés ont rejeté, en 1954, la Communauté européenne de défense (CED), ouvrant la voie au réarmement de l'Allemagne via la création de l'Alliance atlantique. Rien n'a changé depuis : l'expédition franco-britannique en Libye a révélé l'absence de défense européenne, qui prive l'Union de toute diplomatie sérieuse. Après Maastricht, le premier ministre Edouard Balladur (1993-1995) a refusé l'idée d'un *« noyau dur »* en Europe, formé autour de l'Allemagne, la France et le Benelux, et proposé par deux hommes de confiance d'Helmut Kohl, les députés Karl Lamers et Wolfgang Schäuble. Enfin, les Français ont rejeté en mai 2005 la Constitution européenne.

La révolution induite par le sauvetage de la Grèce remet l'Europe politique à l'ordre du jour. Sous des abords très techniques, les peuples européens n'auront plus le loisir de choisir réellement leur budget, enjeu essentiel des campagnes électorales et prérogative fondamentale des Parlements. La France, qui n'échappera pas à un tour de vis budgétaire, connaît une campagne présidentielle sous la tutelle des marchés, qui surveillent sa notation financière, et l'œil des Européens. *« On va retrouver les débats engagés depuis Maastricht »*, prédit l'essayiste Alain Minc, qui s'empresse d'ajouter : *« Mais, cette fois-ci, on va le gagner. »* Rien n'est moins sûr. Un responsable du Quai d'Orsay estime que le refus des transferts de souveraineté, acté par le référendum de 2005, persiste.

Or, le fonctionnement actuel souffre de légitimité démocratique. Les décisions sont prises à l'unanimité des dirigeants de la zone euro et ratifiées par les Parlements nationaux. La Cour constitutionnelle de Karlsruhe exige désormais une consultation du Bundestag, qui donnera son aval à Mme Merkel avant le sommet de mercredi. M. Minc fait mine de ne pas s'en inquiéter. *« Dieu merci, les Allemands ont un système démocratique qui ne tient pas trop compte de l'opinion publique. »* En réalité, le système de décision européen octroie un pouvoir jugé exorbitant à une minorité : le Parlement slovaque a failli faire capoter tout le plan de sauvetage grec tandis que les Irlandais, sauvés par leurs partenaires, continuent d'avoir un taux d'impôt sur les sociétés jugé déloyal.

La parade consisterait à décider non plus à l'unanimité mais à la majorité. En contrepartie, il faudrait l'aval d'une instance européenne démocratique, pour l'instant introuvable. La Commission s'est tellement appauvrie qu'elle ne peut pas prétendre incarner l'intérêt européen. Les peuples ne reconnaissent pas la légitimité du Parlement européen. Le recours à la Cour de justice européenne, pour valider les budgets nationaux, est jugé impraticable.

> « Grande ironie de l'Histoire : les marchés financiers vont imposer l'Europe politique »
>
> **Jean-Pierre Jouyet**
> ex-secrétaire d'Etat aux affaires européennes

Hubert Védrine croit déceler une *« tentation post-démocratique »*. L'idée de soumettre les décisions à un mini-Parlement de la zone euro est envisagée.

A court terme, Paris estime qu'il vaut mieux *« ruser »* en prenant les décisions dans des sommets de la zone euro. Et au lieu de nommer un gendarme européen, l'Elysée suggère d'intégrer dans chaque Constitution nationale des contraintes budgétaires strictes.

A supposer que le cas de la Grèce, mise sous tutelle, reste une exception, les Européens ont deux modèles. Un exemple à ne pas suivre, celui du président du conseil italien Silvio Berlusconi, qui ne passe pas des paroles aux actes, même après s'être fait convoquer par Angela Merkel et Nicolas Sarkozy. Face à lui, le premier ministre espagnol, Jose Luis Rodriguez Zapatero, fait figure de pénitent modèle. Il devance l'appel en s'infligeant cure d'austérité et contrainte constitutionnelle. Et accepte de perdre le pouvoir. ■

ARNAUD LEPARMENTIER

Une Commission européenne soudain inutile

Bruxelles
Bureau européen

Au fil de la crise, la Commission européenne prend de plus en plus des allures de citadelle assiégée. Affaiblie par les conséquences du traité de Lisbonne de 2007, qui a démultiplié les lieux de pouvoir, par l'intervention croissante des Etats et par la montée des critiques contre sa prétendue inefficacité, elle paraît perdre le contrôle des événements.

A sa tête, le Portugais José Manuel Barroso se démène toutefois. Avec des atouts, comme son volontarisme et sa faconde multilingue. Avec des défauts, comme son manque de crédibilité en matière économique et son image de porte-voix d'une technocratie aujourd'hui assimilée par beaucoup – parfois de manière irrationnelle – aux responsables du déclenchement de la crise.

« Bruxelles » est en fait devenue le repoussoir, le symbole d'un pouvoir sans légitimité démocratique et d'un modèle purement libéral, prompt à faire respecter les règles du marché mais peinant à porter des projets ambitieux au plan social ou à faire entendre une voix forte sur la scène mondiale.

Un temps de retard

Les nominations d'Herman Van Rompuy, président du Conseil et désormais dirigeant des sommets de la zone euro, et de Catherine Ashton, Haute Représentante pour la politique extérieure, ont, de facto, entraîné une réduction de la sphère d'influence du président et de sa Commission – même si la baronne Ashton est simultanément vice-présidente de celle-ci. L'action du tandem Nicolas Sarkozy-Angela Merkel a redéplacé le centre de gravité du pouvoir européen. La composition de la Commission elle-même, avec, à des postes-clés, des hommes et des femmes qui n'occupaient pas tous des postes de premier plan dans leur pays respectif, n'aide pas au développement d'une Commission forte, apte à lancer des projets ambitieux et à s'imposer face à l'Europe des Etats.

A Strasbourg, fin septembre, M. Barroso s'était montré combatif pour dénoncer *« certaines tendances intergouvernementales qui pourraient entraîner la mort de l'Europe unie que nous voulons »*. Réforme des traités, euro-obligations, fin de la règle de l'unanimité dans la zone euro, surveillance accrue des pays en difficulté financière et budgétaire : le président de la Commission s'est dit ouvert – souvent avec un temps de retard – aux réformes majeures. Dans une Union tirée à hue et à dia, invitée tant par Washington que par Pékin à réagir, « sa » Commission pourrait bien faire office de bouc émissaire. Et voir disparaître les règles de la méthode communautaire.

M. Barroso a aussi raté la possibilité de s'allier au Parlement européen pour contrebalancer le poids des Etats. Pis : il y compte de nombreux détracteurs, y compris dans son camp, le Parti populaire européen. Certains eurodéputés ont même agité, récemment, la menace d'une motion de censure à l'encontre du président de la Commission, accusé d'être trop effacé et de ne pas faire respecter les prérogatives communautaires. ■

JEAN-PIERRE STROOBANTS

Le Monde
Mercredi 26 octobre 2011

L'Europe : trente ans de crises et d'avancées

Les sept personnages-clés avec lesquels doit composer Angela Merkel

Le débat est intense en Allemagne sur l'euro et le sauvetage de la Grèce. Ministres, conseillers, présidents de la Bundesbank ou de la Deutsche Bank, plusieurs acteurs « pèsent » sur la chancelière

Berlin
Correspondant

Depuis dix-huit mois, le débat en Allemagne sur l'euro et le sauvetage de la Grèce est d'une intensité que l'on ne soupçonne pas forcément dans les autres pays européens. Il faut dire que les Allemands sont les principaux bailleurs de fonds des mécanismes de solidarité européens. Et qu'avant l'euro, le deutschemark faisait la fierté du pays.

Outre la pression de l'opinion, le gouvernement est aussi soumis à des tensions internes : il est issu d'une coalition de trois partis, dont les deux plus petits, le parti libéral et la CSU bavaroise, ont besoin de se démarquer de la CDU pour exister. Enfin, l'exécutif doit aussi composer avec un discours dissonant de la Bundesbank.

Outre la chancelière, Angela Merkel, plusieurs personnalités pèsent ainsi sur les débats en cours. La première est Wolfgang Schäuble, ministre des finances, très écouté dans toute l'Europe. Ce vétéran de la politique allemande, né en 1942 à proximité de la frontière française, est un électron libre qui n'hésite pas à prendre des positions différentes de celle de la chancelière, comme sur la taxation des transactions financières qu'il mettrait bien en place sans attendre un accord européen. Il est l'un des plus fervents partisans de l'intégration européenne au sein de la classe politique allemande.

Nikolaus Meyer-Landrut, conseiller de M^me^ Merkel pour les affaires européennes, est peu connu du public mais joue un rôle majeur auprès de la chancelière. Ce diplomate francophile de 51 ans est en contact quotidien avec ses homologues européens, notamment l'entourage de Nicolas Sarkozy. Son point fort : sa connaissance des traités européens et des arcanes bruxellois puisqu'il a été, notamment, porte-parole de la Convention européenne de Valéry Giscard d'Estaing.

Un autre conseiller fait plus parler de lui. Il y a encore six mois, Jens Weidmann dirigeait le département affaires économiques de la chancellerie. Il passait alors pour un farouche partisan de l'intégration européenne. Mais, nommé à la présidence de la Bundesbank au printemps, il soigne depuis lors son image de faucon et s'oppose par exemple au rachat par la Banque centrale européenne (BCE) d'obligations d'Etats en difficulté.

Rôle crucial

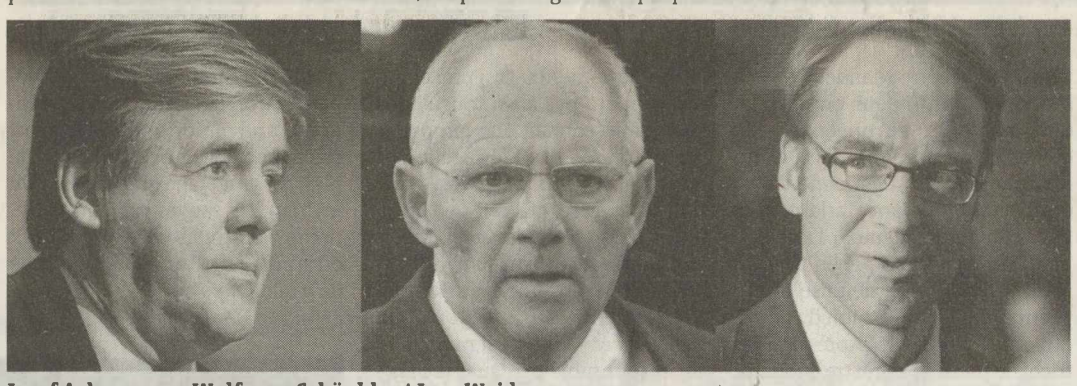
Influent en raison de la fonction qu'il occupe, M. Weidmann veut séparer la politique monétaire (du ressort de la BCE) de la politique budgétaire (du ressort des Etats). Il est malgré tout assez isolé. Il pourrait l'être encore plus avec l'arrivée au directoire de la BCE de Jörg Asmussen, l'actuel bras droit de M. Schäuble. Lors de ses auditions au Parlement européen, M. Asmussen a défendu la politique de la BCE.

A quelques centaines de mètres de la chancellerie, Norbert Lammert, président du Bundestag, joue aussi un rôle crucial. Bien qu'appartenant à la CDU, comme la chancelière, et quitte à agacer sa propre famille politique, il défend les droits du Parlement face à l'exécutif en s'appuyant sur les décisions de la Cour de justice de Karlsruhe. C'est ainsi que le Bundestag doit désormais être consulté avant toute réforme du Fonds européen de stabilité financière (FESF).

Cette institution de droit luxembourgeois est d'ailleurs elle-même dirigée par un ancien haut fonctionnaire allemand, discret mais au rôle essentiel, Klaus Regling.

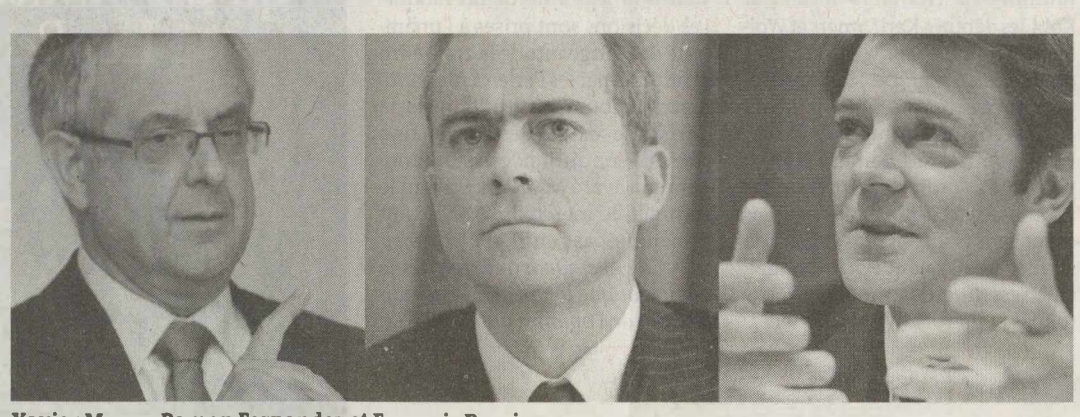
Enfin, le dernier Allemand très influent... est suisse. Josef Ackermann, président de la Deutsche Bank, est d'autant plus puissant qu'il préside aussi l'Institut de la finance internationale, le lobby bancaire mondial au premier plan dans la crise grecque. Proche de M^me^ Merkel, il s'est battu contre la recapitalisation forcée des banques défendue par M. Schäuble. ■

FRÉDÉRIC LEMAÎTRE



Josef Ackermann, Wolfgang Schäuble et Jens Weidmann. IMAGO/PANORAMIX (À GAUCHE) ET E. PIERMONT/AFP.

Les hommes du président Sarkozy



Xavier Musca, Ramon Fernandez et François Baroin. E. FEFERBEG/AFP, T. RIBOLOWSKI/FEDEPHOTO, G. GOBET/AFP

MERCREDI 19 OCTOBRE, à l'issue du sommet impromptu des dirigeants de la zone euro à Francfort, Nicolas Sarkozy rentre à Paris. Dans son petit Falcon 7X, sa garde rapprochée : Jean-David Levitte (conseiller diplomatique de l'Elysée), François Baroin (ministre français des finances), Xavier Musca (secrétaire général de l'Elysée), Ramon Fernandez (directeur du Trésor), Emmanuel Moulin (conseiller économique de l'Elysée).

Ces hommes, qui entourent le président ce mercredi, sont au cœur même du dispositif de M. Sarkozy pour résoudre la crise de la zone euro. Ils participent à toutes les décisions et négocient, au jour le jour, avec leurs homologues allemands. Ils forment une équipe très *« unie »*, commente un membre du clan français, *« très alignée et très soudée autour du président »*. En Allemagne, poursuit-il, il arrive, qu'*« à l'issue d'une réunion avec Schäuble* [le ministre allemand des finances], *où l'on s'est mis d'accord sur un sujet, l'on se rende compte le lendemain que Merkel* [la chancelière allemande] *n'est pas d'accord »*.

Petite revue des hommes du président. Ramon Fernandez, d'abord. Il est directeur du Trésor, un rôle stratégique puisqu'il s'occupe de la dette de l'Etat. Le président connaît bien cet homme de 44 ans, et l'apprécie. Il a été son conseiller économique de 2007 à 2008. Il participe à toutes les grandes réunions du chef de l'Etat sur la crise, parfois accompagné de son adjoint Benoit Coeuré. Et prépare les éléments techniques pour François Baroin, propulsé à 46 ans à Bercy pour remplacer Christine Lagarde en juin. Il a, aux dires de ses proches, *« beaucoup bossé, a compris que la zone euro était sa priorité, et commence à maîtriser les considérations techniques »*.

Côté Elysée, le président s'appuie sur Xavier Musca, 51 ans, son sherpa pour le G20. *« Musca, c'est le côté politique tandis que Ramon, c'est la partie technique »*, constate un proche des négociations.

Tous ces hommes se connaissent de puis longtemps. Ils sont passés tour à tour au ministère des finances et à l'Elysée. MM. Musca et Fernandez se fréquentent depuis plus de dix ans. Le premier a été directeur du Trésor, le second fut à l'Elysée. M. Moulin était, lui, l'un des adjoints de Christine Lagarde lorsqu'elle était ministre des finances.

« Information mutualisée »

MM. Musca et Fernandez sont en première ligne : lors de la réunion du 19 octobre, ils étaient dans la salle aux côtés de M. Sarkozy. MM. Moulin, Levitte, et Coeuré faisaient, eux, le pied de grue à l'entrée avec Fabien Raynaud, le conseiller aux affaires européennes à l'Elysée, qui suit les aspects de gouvernance européenne.

« Entre nous, on se contacte 15 à 20 fois par jour, que ce soit par email, SMS, ou par téléphone », indique l'un des hommes du président. *« Toute l'information est mutualisée »*, indique-t-on à l'Elysée. M. Fernandez, d'ailleurs, à chaque fois qu'il assiste à une réunion, envoie dans l'heure un compte rendu à ses camarades.

Dans l'entourage de M. Sarkozy, il y a aussi Christian Noyer, le gouverneur de la Banque de France, un proche de M. Musca. *« M. Sarkozy a une grande confiance en lui, il le consulte constamment sur ce qui est faisable ou non avec la BCE »*, indique un de ses proches. M. Noyer le conseille également au sujet de la recapitalisation des banques françaises et les conséquences sur le crédit aux agents économiques.

Cette garde rapprochée de M. Sarkozy marginalise Matignon, qui intervient en second couteau lorsqu'il faut tirer les conclusions pour la France des accords décidés au niveau européen. ■

CÉCILE PRUDHOMME

Cinq pistes pour surmonter la crise et assurer l'avenir de l'union monétaire

Du cas grec à la question du fédéralisme, les Européens continuent de diverger

Bruxelles (bureau européen)
Correspondant

Les Européens sont toujours à la recherche de la bonne stratégie pour surmonter la crise qui ébranle l'Union monétaire. De la gestion d'urgence aux projets fédéraux à plus long terme, voici les pistes sur lesquels ils travaillent, et divergent bien souvent.

Aider la Grèce, après une restructuration de sa dette La situation de la Grèce, étranglée par les plans de rigueur, devient si intenable que les dirigeants européens se sont faits à l'idée que le pays puisse ne pas honorer l'intégralité de sa dette de 350 milliards d'euros. Il est désormais temps d'alléger le fardeau d'Athènes, de lui donner une bouffée d'oxygène, et de limiter l'ampleur du second plan d'aide.

Les Européens négocient une restructuration de l'ordre de 60 % de la dette grecque, comme le réclamait l'Allemagne contre l'avis initial de la France. Encore faut-il, si l'on veut éviter une panique des marchés, que les créanciers privés – en majorité les banques de la zone euro – soient « volontaires » pour prendre leurs pertes. *« Il y a des limites à ce qui peut être considéré comme volontaire »*, rétorque l'Institut international de la finance, le lobby bancaire.

Enrayer la contagion de la crise à l'Italie et à l'Espagne Les Européens se divisent depuis des semaines sur le renforcement du Fonds européen de stabilité financière (FESF), mis en place dans l'urgence l'an dernier pour voler au secours des pays en difficulté. C'est la question la plus explosive entre la France et l'Allemagne.

Activé pour aider l'Irlande et le Portugal, le FESF est doté de 440 milliards d'euros, un montant insuffisant pour servir de bouclier à l'Italie ou à l'Espagne. Plusieurs formules sont à l'étude pour démultiplier sa force de frappe.

L'option promue par la France et consistant à transformer le FESF en banque, afin qu'il puisse s'approvisionner en liquidités auprès de la Banque centrale européenne (BCE), est écartée à ce stade : l'institut de Francfort et surtout l'Allemagne s'y opposent. Le dispositif exigerait de modifier les traités, qui interdisent à la BCE de renflouer un Etat.

Le FESF pourrait, en revanche, garantir une partie des émissions de dette des pays les plus fragiles. A moins qu'un fonds spécial soit créé, éventuellement sous l'égide du Fonds monétaire international (FMI) : cet instrument serait abondé par des investisseurs privés, ou des fonds souverains, asiatiques par exemple, et pourrait racheter de la dette des pays en détresse.

Recapitaliser les banques européennes Il s'agit de leur imposer un ratio de fonds propres de l'ordre de 9 % d'ici à juillet 2012. L'effort sera-t-il suffisant ? Si l'opération ne convainc pas, elle se transformerait en échec cuisant.

Les besoins des banques dépendent de l'ampleur de la restructuration de la dette grecque. D'après les Vingt-Sept, 108 milliards d'euros sont nécessaires pour une soixantaine de gros établissements. Les analystes de Goldman Sachs, eux, évaluent les besoins à 298 milliards d'euros.

Les investisseurs, au-delà de la faillite grecque, redoutent aussi des décotes sur les dettes espagnoles ou italiennes, qui s'ajouteraient à une récession en zone euro.

Intégrer davantage la zone euro C'est l'une des conditions posées par Angela Merkel, la chancelière allemande, en échange des efforts sans précédent de solidarité mis en place en faveur de la Grèce, du Portugal et de l'Irlande. Pour elle, il faut renforcer le gouvernement économique de l'union monétaire, embryonnaire à ce jour, pour durcir la discipline commune. Le pacte de stabilité et de croissance a été durci en ce sens, en septembre.

A terme, certains, à l'instar de Jean-Claude Trichet, le président de la BCE, proposent de nommer un ministre européen des finances susceptible de surveiller les politiques budgétaires de chaque pays. D'autres suggèrent de renforcer les pouvoirs de la Commission européenne, pour en faire une véritable autorité de contrôle. Ces efforts d'intégration nécessiteraient, aux yeux des Allemands, une nouvelle réforme des traités.

A Paris, on souhaite la fin des décisions à l'unanimité en matière fiscale. Des pistes qui font peur à nombre de pays, car les ratifications promettent d'être difficiles. Le Royaume-Uni est l'un des plus réticents, et ses réserves pourraient inciter les pays de la zone euro à s'organiser entre eux.

Un saut fédéral total Cette option, défendue par le président de l'Eurogroupe, Jean-Claude Juncker, ainsi que par la Grèce ou la Belgique, consisterait, entre autres, à « communautariser » la dette européenne, par l'intermédiaire d'un outil d'émission d'obligations communes, les eurobonds.

M^me^ Merkel n'est pas favorable à une telle percée, qui nuirait selon elle à la discipline commune, en dissuadant les pays les moins vertueux de faire le moindre effort d'austérité et de réforme. L'Allemagne craint aussi de payer davantage pour financer ses propres besoins, et refuse d'aller vers une union de transferts financiers. ■

PHILIPPE RICARD

INFOGRAPHIE *LE MONDE* SOURCES : LA DOCUMENTATION FRANÇAISE ; TOUTELEUROPE.EU

Le fossé se creuse entre la zone euro et le reste de l'UE

Les dix pays n'ayant pas adopté la monnaie commune se sentent marginalisés par un noyau dur constitué autour du couple franco-allemand

Bruxelles (bureau européen)
Correspondant

Nicolas Sarkozy et David Cameron en sont presque venus aux mains, dimanche 23 octobre. Le président français est sorti de ses gonds quand le premier ministre britannique a demandé à la zone euro d'agir au plus vite afin de surmonter la crise. *« Il aurait mieux fait de se taire »*, a fulminé le Français : le Royaume-Uni est, d'après lui, mal placé pour donner des conseils alors qu'il critique la monnaie unique depuis sa création. *« C'est de l'humour britannique »*, lâche-t-on à l'Elysée.

Le sommet de dimanche n'a fait que mettre en lumière l'ampleur du malaise : depuis l'emballement de la crise, cet été, l'Union européenne (UE) est tiraillée entre les pays de la zone euro et ceux qui n'en sont pas encore, ou n'en seront sans doute jamais, Royaume-Uni en tête. Sonnés par l'ampleur de la tempête, souvent divisés, les dix-sept pays de l'euro ont pris conscience qu'un sursaut d'intégration était indispensable pour ne pas être emportés.

Après avoir longtemps résisté, Angela Merkel est désormais la première à militer pour un gouvernement économique intégré au sein de la zone euro pour mieux renforcer la discipline budgétaire. Elle exige même d'inscrire dans le marbre le nouveau règlement intérieur de l'union monétaire, par le biais d'une réforme des traités. Mais elle a besoin des Vingt-Sept pour lancer un tel chantier et menace d'aller vers un arrangement en plus petit comité, à dix-sept, si rien n'est possible ensemble.

Gestion chaotique

Les Etats de la zone euro ont fait des efforts de solidarité longtemps inimaginables, mais leur gestion chaotique des événements a transformé le naufrage de la Grèce en une crise institutionnelle inédite pour l'UE. Commission, conseil des ministres, tous les organes des Vingt-Sept sont, par ricochet, mis à l'épreuve, tandis que la seule institution qui soit parvenue à démontrer son autorité est la Banque centrale européenne (BCE), sous la direction de Jean-Claude Trichet.

De leur côté, les pays hors de l'euro souffrent d'ores et déjà des déboires de la monnaie unique, qui pèsent sur leur croissance et agissent comme un repoussoir pour leurs opinions publiques. David Cameron doit faire face à une fronde des élus conservateurs les plus eurosceptiques. Pologne en tête, les pays candidats à l'euro reportent leur projet d'adhésion à des jours meilleurs, mais craignent la mise en place d'une Europe à deux vitesses. Les dix ne participent pas non plus aux outils de sauvetage mis en place dans l'urgence par les dix-sept. A l'instar du Royaume-Uni, ils demandent à la zone euro d'agir pour stabiliser enfin la Grèce, mais ne sont pas disposés à mettre la main au portefeuille.

Derrière les tensions entre les « in » et les « out », se cache une lutte de pouvoirs entre le noyau dur, autour de l'euro, et sa périphérie. A eux seuls, les dix-sept, emmenés par la France et l'Allemagne, disposent d'une majorité des voix au conseil des ministres. Unis, ils sont donc en position de piloter l'UE, sans craindre de contourner le Royaume-Uni, en particulier en matière de régulation financière. Une plus grande coopération entre les dix-sept pour régler la crise *« devient dangereuse s'ils prennent des décisions vitales pour les autres pays du marché unique, sur les services financiers par exemple »*, a mis en garde David Cameron, dimanche.

Un exemple récent hérisse les Britanniques : la taxe sur les transactions financières. Angela Merkel et Nicolas Sarkozy ont poussé la Commission à faire une proposition en ce sens, contre l'avis de M. Cameron et de la City de Londres. Le projet est désormais sur la table. Il ne sera sans doute jamais adopté par les Vingt-Sept, car l'unanimité est requise sur les questions fiscales. Mais face au veto britannique, l'Allemagne et la France plaident déjà pour sa mise en place au sein de la seule zone euro. ■

PHILIPPE RICARD

La Pologne craint une Europe à deux vitesses

Malgré de bons résultats économiques, le pays se sent exclu des processus de décision

La présidence de l'Union européenne (UE) ne se passe pas du tout comme la Pologne l'espérait. En ce deuxième semestre 2011, Varsovie comptait affirmer son poids croissant au sein du continent en pesant en faveur d'un rééquilibrage de la politique étrangère de l'UE vers son voisinage oriental. Or la crise historique de l'euro la condamne à un rôle de spectateur. Malgré d'excellents résultats économiques, la Pologne, qui n'appartient pas à la zone euro, joue un second rôle dans les négociations actuelles.

Comme Londres, Varsovie est préoccupée par le développement potentiel d'une Europe à deux vitesses : les pays membres de la zone euro, d'un côté, et les autres. *« Je ne vois pas aujourd'hui une telle menace »*, a tenté de rassurer le premier ministre, Donald Tusk, après le sommet de crise de dimanche. Mais en coulisses, la tonalité est différente. Le tête-à-tête franco-allemand suscite l'irritation. La Pologne estime que l'intégration de l'UE et celle de la zone euro doivent être conduites simultanément. Elle est opposée à la création d'institutions spécifiques à la zone euro. Elle refuse aussi que les critères d'adhésion à cette zone, déjà stricts, soient modifiés.

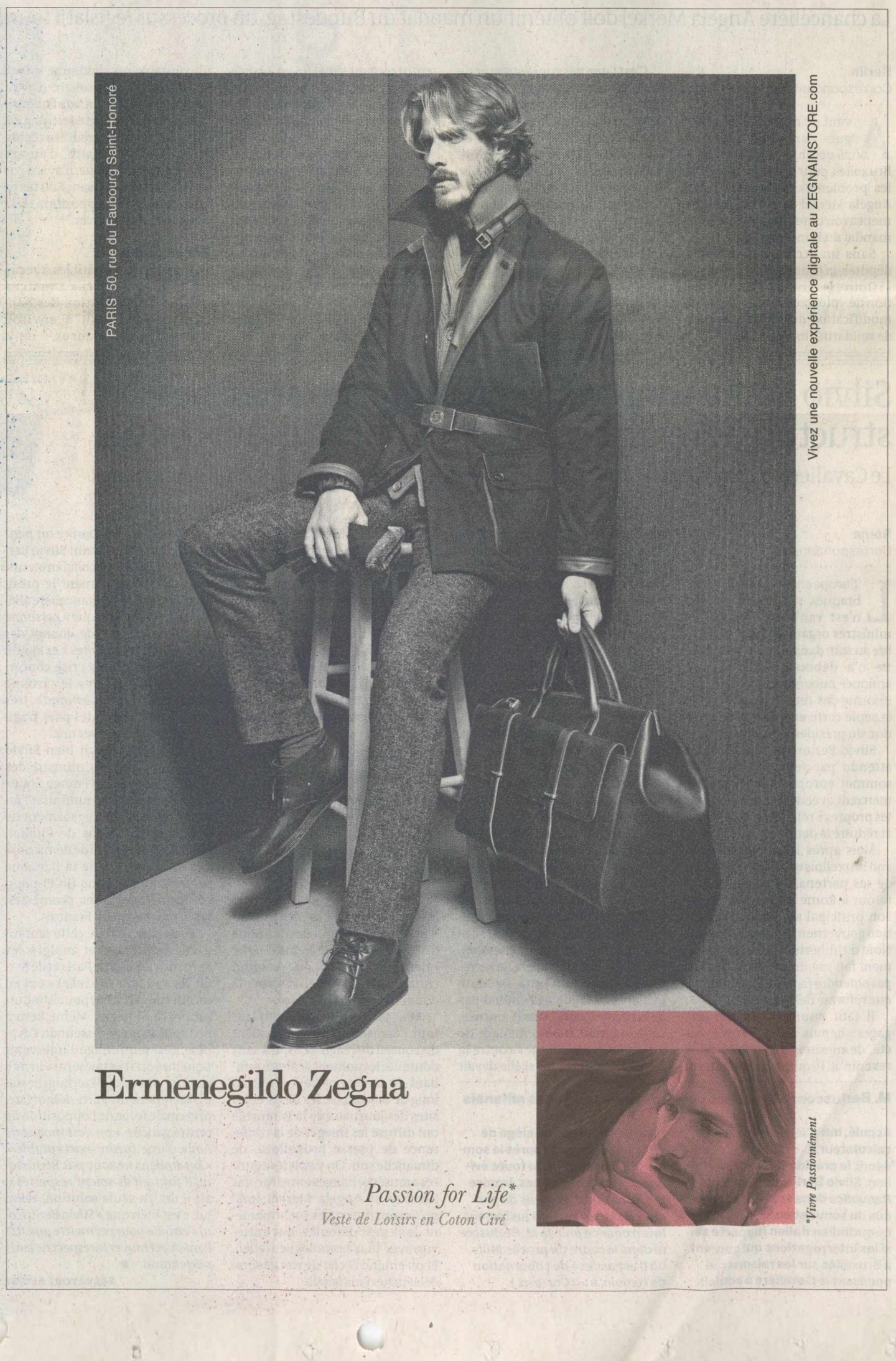
Malgré la crise, Varsovie réaffirme sa volonté d'adopter la monnaie européenne, sans fixer de calendrier, contrairement à il y a deux ans. Le ministre des finances, Jacek Rostowski, aime régulièrement employer la métaphore du chantier, dans lequel se trouverait la zone euro : il faut attendre la fin du gros œuvre, l'installation des circuits électriques puis la peinture, avant de s'y installer.

En attendant, la Pologne espère que la crise ne va pas compromettre le versement des fonds structurels qu'elle espère obtenir dans le budget 2014-2020 de l'UE, soit 80 milliards d'euros. M. Tusk a lourdement insisté, au cours de la campagne législative en septembre, sur le fait qu'il était le plus à même de défendre cette dotation.

Autre inquiétude de Varsovie : le ralentissement significatif de la croissance. Le pays a été le seul Etat membre à ne pas connaître de récession depuis fin 2008. Or on sait déjà que les prévisions de croissance du pouvoir pour 2012, à 4 %, devront être revues à la baisse, entre 2,2 et 3 %. Le gouvernement devra procéder à certaines réformes structurelles, a annoncé, lundi, M. Rostowski.

Le déficit budgétaire avait atteint 7,9 % du PIB en 2010 : l'objectif du gouvernement est de le ramener à un niveau plus acceptable dès 2012, avant de passer sous la barre fatidique des 3 % exigée par Bruxelles. Mais l'économiste Ryszard Petru avertit déjà, sur son blog : un *« tour de vis »* dans le secteur bancaire va toucher la Pologne. *« Les crédits seront moins accessibles et plus chers »*, écrit-il. ■

PIOTR SMOLAR



Le Monde
Mercredi 26 octobre 2011

Une solide amitié Le président de la République française, Valéry Giscard d'Estaing, est accueilli par le chancelier allemand Helmut Schmidt dans sa résidence personnelle, à Hambourg, le 23 juin 1978. Les deux hommes évoquent la création d'une zone monétaire stable en Europe. KEYSTONE FRANCE

Un symbole fort Le 22 septembre 1984, devant l'ossuaire de Douaumont, à Verdun, le président François Mitterrand saisit la main du chancelier Helmut Kohl, pendant que la musique militaire joue « La Marseillaise », lors d'une cérémonie en hommage aux morts de la Grande Guerre. KEYSTONE

L'intervention allemande suspendue à l'accord des députés

La chancelière Angela Merkel doit obtenir un mandat du Bundestag, un processus législatif lourd qui soulève des critiques y compris à Berlin

Berlin
Correspondant

Avant de rejoindre ses collègues européens, mercredi 26 octobre après-midi à Bruxelles, pour tenter de résoudre les problèmes de la zone euro, Angela Merkel devra impérativement avoir obtenu au préalable un mandat du Bundestag.

Sans un accord explicite des députés, la chancelière allemande se trouverait en effet dans l'obligation de voter contre tout projet de modification du Fonds européen de solidarité financière (FESF).

C'est l'une des conséquences de la décision du Tribunal constitutionnel de Karlsruhe du 7 septembre reprise par le Bundestag : toute modification des engagements allemands au sein du FESF doit, d'abord, avoir l'aval de la commission des finances du Bundestag.

Mais en l'occurrence, ce n'est pas seulement cette commission qui va être amenée à donner son avis. Lundi, le président du groupe de la CDU au Bundestag, Volker Kauder, a créé la surprise en acceptant une demande de l'opposition refusée avant le week-end : que le Bundestag vote sur le renforcement du FESF en séance plénière, mercredi en milieu de journée, après avoir entendu la chancelière exposer sa politique européenne.

Ce proche d'Angela Merkel a justifié sa volte-face par l'importance prise par le débat sur l'engagement de l'Allemagne au sein du FESF. Cet engagement se limite-t-il aux 211 milliards d'euros votés par le Bundestag ou va-t-il augmenter en raison de l'effet de levier que les dirigeants européens cherchent à donner au FESF ?

Le 29 septembre, un premier vote sur le FESF avait donné lieu à un véritable psychodrame même si, in fine, la chancelière n'avait pas eu besoin des voix de l'opposition pour que le texte soit adopté. Qu'en sera-t-il mercredi ? La réponse était, mardi matin, d'autant plus imprévisible que, n'ayant pas encore pris connaissance du texte, les dirigeants de l'opposition refusaient de se prononcer.

Scepticisme

Angela Merkel, qui les a reçus lundi 24 octobre, leur a indiqué que la recapitalisation des banques se monterait à environ 100 milliards d'euros, dont 5,5 milliards pour les banques allemandes.

Elle a par ailleurs précisé que la dette grecque serait dépréciée d'environ 50 % à 60 %. Elle n'a pas été très loquace, selon les participants, sur le fameux effet de levier qui doit être discuté mercredi. Sigmar Gabriel, président du SPD, s'est d'ailleurs montré sceptique : *« L'idée du soi-disant effet de levier qui doit permettre de produire beaucoup d'argent avec peu d'argent ne plaît pas à de nombreuses personnes et ne me plaît pas non plus. »*

Ce mandat impératif du Bundestag est critiqué en Europe. Le premier ministre luxembourgeois, Jean-Claude Juncker, a fait remarquer que *« le Bundestag ne peut pas tout décider dans le moindre détail parce que, parfois, on négocie jusqu'au bout dans les sommets »*.

Même le commissaire européen à l'énergie, l'Allemand Gunther Oettinger, a jugé que *« si un tel processus parlementaire avait lieu dans les seize autres pays de la zone euro ou même dans les seuls Etats notés AAA, l'Europe ne serait plus capable d'agir correctement »*. ■

FRÉDÉRIC LEMAÎTRE

Silvio Berlusconi tarde à présenter les réformes structurelles exigées par ses partenaires européens

Le Cavaliere n'a pas réussi à convaincre sa coalition de modifier le système des retraites

Rome
Correspondance

L'Europe entière avait les yeux braqués sur Rome, et rien n'est venu. Le conseil des ministres organisé, lundi 24 octobre au soir, dans la capitale italienne n'a débouché sur aucune annonce, aucune avancée vers une réforme des retraites, qui semble la seule carte encore à la disposition du président du conseil.

Silvio Berlusconi est pourtant attendu par ses partenaires du sommet européen de Bruxelles, mercredi, avec des mesures concrètes propres à relancer la croissance et réduire la dette.

Mais après l'éprouvant week-end bruxellois et le rappel à l'ordre de ses partenaires européens, le retour à Rome n'a pas été facile. Son principal allié dans la coalition gouvernementale, la Ligue du Nord d'Umberto Bossi, lui a clairement fait savoir qu'elle ne voulait pas entendre parler d'une quelconque réforme des retraites.

Il faut pourtant donner des gages : depuis les annonces, cet été, de mesures d'austérité pour revenir à l'équilibre budgétaire dès 2013 et les assurances du Cavaliere sur les *« plus de 100 mesures prêtes pour favoriser la relance »*, rien d'officiel n'a vu le jour. Aucune loi, aucun décret. En revanche, les indiscrétions sont quotidiennes sur des amnisties fiscales.

Lassés d'attendre, les Européens ont sommé M. Berlusconi d'engager des réformes structurelles. Le Cavaliere a alors décidé de jouer la carte décisive des retraites. Il a laissé entendre qu'il était prêt à relever l'âge de départ à 67 ans pour les hommes et à mettre fin aux retraites d'« ancienneté » à 60 ans avec 36 ans de cotisations. Restait à convaincre M. Bossi. *« Je m'en charge »*, avait crânement assuré M. Berlusconi.

Tout au long de la journée de lundi, il a tenté d'amadouer son allié et de montrer une capacité d'initiative intacte. Il en va de la *« sauvegarde du pays »*, aurait supplié, comme une ultime pression, le bras droit du Cavaliere, le secrétaire d'Etat Gianni Letta. De toute évidence, la Ligue ne l'entend pas de la même façon. Dans la journée, celle-ci aurait même menacé de *« descendre dans la rue »* contre la réforme des retraites si elle devait être adoptée. Ce serait la fin de l'exécutif. Une hypothèse apparemment évoquée lundi soir par Silvio Berlusconi lui-même. *« Sans un mandat plein sur les retraites, il est même inutile que j'aille à Bruxelles »*, aurait-il lâché.

Jusque-là, M. Berlusconi se voulait confiant. En rencontrant le président de la République, Giorgio Napolitano, dans la matinée, il lui avait confirmé que *« les fondements du pays sont solides »*. Avant d'assurer, dans un communiqué diffusé dans l'après-midi, que *« personne n'a quoi que ce soit à craindre »* de l'Italie, *« troisième économie »* de la zone euro.

> « Les Italiens ne sont pas Berlusconi, il faut qu'ils soient respectés »
>
> **Pierluigi Bersani**
> secrétaire du Parti démocrate

Mais le communiqué était surtout l'occasion pour le président du conseil de réagir à ce qui a sans doute été le moment le plus humiliant de sa vie politique. Tout au long de la journée, les blogs et les sites des journaux de la Péninsule ont diffusé les images de la conférence de presse bruxelloise de dimanche soir. On y voit les sourires amusés échangés entre Nicolas Sarkozy et Angela Merkel lorsqu'ils sont interrogés sur la manière dont s'est déroulée leur entrevue avec leur homologue italien. Et on entend l'éclat de rire général déclenché dans la salle.

« J'ai été traité comme un petit écolier », se serait plaint Silvio Berlusconi devant ses collaborateurs. Sans citer nommément le président français et la chancelière allemande, il a rappelé que *« personne n'était en mesure de donner des leçons à ses partenaires »* et ajouté perfidement que la crise concernait *« en particulier »* le système bancaire *« franco-allemand »*, très exposé aux dettes des pays fragiles de l'Union européenne.

Auparavant, aussi bien Silvio Berlusconi que son ministre des affaires étrangères, Franco Frattini, avaient tenté de minimiser l'incident et attribué l'agacement de M. Sarkozy au refus de l'Italien Lorenzo Bini Smaghi de démissionner du directoire de la Banqque centrale européenne (BCE) pour, conformément à ses promesses, laisser sa place à un Français.

Reste que, malgré cette tentative de déminage et malgré les démentis arrivés de Paris et de Berlin, les *« rires de Bruxelles »* ont eu un effet dévastateur pour l'amour-propre des Italiens. Même Romano Prodi, le prédécesseur du Cavalière, s'est senti obligé d'intervenir pour dire qu'il s'était senti *« irrité »* et *« humilié »*. Pour Pierluigi Bersani, secrétaire du Parti démocrate, principale force de l'opposition de centre gauche, *« on s'est moqué de nous d'une façon inacceptable »*. *« Les Italiens ne sont pas Berlusconi, il faut qu'ils soient respectés »*, a-t-il dit. La seule solution, selon lui, c'est bien que *« Silvio Berlusconi s'en aille pour permettre aux Italiens de retrouver le respect de leurs partenaires »*. ■

SALVATORE ALOÏSE

M. Berlusconi à Bruxelles pour échapper aux juges milanais

Acculé, humilié, mais lucide. Et calculateur. C'est ainsi qu'est décrit le président du conseil italien, Silvio Berlusconi, par *La Republica* dans ses comptes rendus du sommet européen. Le quotidien italien rapporte ainsi les interrogations qui courent à Bruxelles sur les raisons qui poussent le Cavaliere à vouloir revenir, vendredi, au siège de l'UE, soit deux jours après le sommet de mercredi. *« De toute évidence, ils ne savent pas,* ironise le journal, *que les juges du parquet de Milan veulent justement interroger ce jour-là M. Berlusconi dans le cadre du procès Mills, où il est accusé de subornation de témoin. » – (Corresp.)*

David Cameron aux prises avec les eurosceptiques du Parti conservateur

L'histoire n'en finit pas de se répéter pour le Parti conservateur : la question européenne a détruit Margaret Thatcher et John Major ainsi que leurs trois successeurs à la tête de la droite britannique. En cet automne, le premier ministre tory, David Cameron, est confronté à son tour à une crise européenne au sein de sa formation.

La rébellion, lundi 24 octobre, de 82 députés conservateurs eurosceptiques, soit un sur quatre, exigeant un référendum sur l'appartenance du Royaume-Uni à l'Union européenne (UE) ou une renégociation de sa relation à l'UE, en témoigne.

Comment expliquer ce retour aux déchirements du passé au sein de la droite britannique ? M. Cameron est d'abord prisonnier de sa propre rhétorique consistant à blâmer l'euro pour les difficultés économiques du Royaume-Uni. Le quotidien *The Guardian* rappelle pourtant que *« la croissance, chez nous, s'était arrêtée bien avant que la situation ne devienne critique dans la zone euro »*. Ce discours a déchaîné les passions d'un quart de ses députés, europhobes accomplis.

La presse, en majorité antieuropéenne, a pris le relais de cette campagne mêlant à la fois le rêve d'insularité et d'appel du grand large dans lequel le pays avait vécu avant son adhésion au Marché commun en 1972.

Le « oui » l'avait largement emporté lors du dernier référendum sur l'adhésion, organisé en 1975 par le gouvernement travailliste de Harold Wilson. La construction européenne n'a plus rien à voir avec cette configuration, dénoncent aujourd'hui les antieuropéens, pour qui Bruxelles est responsable de tous les maux.

Double camouflet

Pour le chef du gouvernement, un référendum ne se justifie pas, d'autant que le sujet laisse l'opinion indifférente. Le Foreign Office, lui, est conscient de la difficulté pour Londres de se faire entendre dans une Europe dominée par les membres de la zone euro, comme le montre la sortie de Nicolas Sarkozy, dimanche à Bruxelles, demandant, selon la presse britannique, au premier ministre de Sa Majesté de *« la boucler »* sur la monnaie unique.

Pour M. Cameron, la révolte sans précédent d'une partie de son groupe parlementaire est un double camouflet. Tout d'abord, la motion sur le référendum a été rejetée grâce, notamment, au soutien des partenaires libéraux-démocrates au sein de la coalition au pouvoir, traditionnellement proeuropéens, et de l'opposition travailliste. Ensuite, le résultat devrait laisser des blessures difficiles à cicatriser.

En promettant avant le vote de *« rapatrier des pouvoirs »* de Bruxelles dans le domaine social ou de l'emploi, David Cameron a voulu à la fois satisfaire ses amis conservateurs et ne pas rater le train communautaire. L'exercice a ses limites. ■

MARC ROCHE
(LONDRES, CORRESPONDANT)

Une coopération tranquille Le président Jacques Chirac et Gerhard Shröder saluent la foule depuis les fenêtres de la mairie de Blomberg, la ville natale du chancelier, en Rhénanie-du-Nord-Westphalie, où les deux dirigeants préparent le prochain sommet de Bruxelles, les 23 et 24 mars 2005. VILSTEIN BILD/PHOTO 12

Le temps du doute La chancelière Angela Merkel et le président Nicolas Sarkozy tiennent une conférence de presse commune, le 11 octobre 2008, après l'inauguration du Mémorial Charles-de-Gaulle, à Colombey-les-Deux-Eglises (Haute-Marne). SÉBASTIEN CALVET/FEDEPHOTO

La sensibilité proeuropéenne reste majoritaire à l'UMP

Le parti présidentiel est favorable à une plus forte intégration européenne, sans choisir entre le fédéralisme et une ligne plus souverainiste

L'UMP avait retenu pour thème de ses dernières journées parlementaires, mi-octobre à Saint-Cyr-sur-Loire (Indre-et-Loire), « Les Français et la France dans l'Europe ». En introduction des tables rondes, un sondage permettait de vérifier qu'une large partie des sympathisants de l'UMP (72 %) était favorable à une plus forte intégration européenne, notamment en matière de politique étrangère et de gouvernance économique (66 % pour l'ensemble des Français).

« L'électorat UMP est le plus proeuropéen et pour la défense de la monnaie unique. Plus, même, que celui du PS, se félicite Christian Jacob, le président du groupe UMP de l'Assemblée nationale, admettant qu'*il y a deux ans encore, le résultat n'aurait probablement pas été le même. »* Le parti présidentiel s'est globalement converti à l'idée, même, d'*« abandonner une part de sa souveraineté »*, estime ce chiraquien de souche pour qui cela est loin d'être toujours allé de soi. *« Le centre de gravité du parti s'est largement déporté*, reconnaît-il. *La ligne majoritaire, aujourd'hui, c'est qu'il faut que l'Europe se concentre sur l'essentiel. »*

Qui dit ligne majoritaire dit cependant positions discordantes. Au sein de cette droite subsistent deux franges assez clairement identifiées. D'une part, celle qui revendique le label des « Européens », héritière d'une tradition centriste démocrate-chrétienne. Celle-ci n'est pas la moins inquiète des turbulences actuelles. *« On traverse une passe difficile*, admet un proche conseiller de Marc Laffineur, secrétaire d'Etat aux anciens combattants et chef de file des Européens. *Les Français ne comprennent pas ce qui se passe. »*

Cette sensibilité européenne, qui devait rendre publique cette semaine une plate-forme d'engagements en matière de politique européenne, a préféré différer cette initiative, *« le temps que la situation soit apaisée »*. Elle entend en effet *« défendre le fédéralisme économique européen, accompagné d'une gouvernance forte »*. Mais le mot « fédéralisme » continue de provoquer de fortes allergies dans les rangs de l'UMP, notamment du côté de la Droite populaire.

Il n'y a pas chez celle-ci, à proprement parler, de position commune sur l'Europe, tant il est vrai qu'elle regroupe des députés issus d'horizons divers, du souverainiste Jacques Myard au démocrate-chrétien Jacques Remiller. *« Nous avons cependant un fond commun : le respect des souverainetés nationales*, explique Lionnel Luca, un des principaux porte-parole de ce collectif. *Tout le monde n'est pas nécessairement souverainiste, mais personne n'est fédéraliste. Nous sommes plus pour une fédération d'Etats nations. »*

La plupart de ses députés se disent favorables à la *« préférence communautaire »* et, par conséquent, à *« une plus grande protection européenne aux frontières »*. Autre point de ralliement : l'hostilité à la Banque centrale européenne, *« qui empêche la croissance au nom de la lutte contre l'inflation »*. *« La crise est d'abord un problème de compétitivité et l'euro est un facteur aggravant parce qu'il ne permet pas la dévaluation »*, analyse M. Luca. *« Mais la sortie de l'euro ne résoudrait rien »*, ajoute-t-il, prenant sur ce point ses distances avec le Front national. ■

PATRICK ROGER

La gauche française divisée sur la gouvernance

LES SYMPATHISANTS socialistes sont un peu moins nombreux que ceux de l'UMP à penser que, face à la crise, les pouvoirs de l'Union européenne (UE) doivent être renforcés. Ils sont néanmoins 42 % à partager cette opinion, 28 % d'entre eux souhaitant, au contraire, que les pouvoirs de l'UE soient limités, selon un sondage Ipsos-Logica Business Consulting réalisé pour *Le Monde* et Radio France début octobre.

Renforcer l'UE, cela veut dire *« trouver des solutions structurelles, sinon nous continuerons d'aller de plan en plan et de sommet en sommet sans rien résoudre durablement »*, explique le député du Doubs Pierre Moscovici.

Pour l'ancien ministre des affaires européennes, la priorité est d'*« impulser des éléments de fédéralisme budgétaire »*. Celui-ci reposerait sur deux piliers. Le premier concerne le financement. Dans son projet pour 2012, le PS propose la création d'un *« impôt européen »* assis sur une taxation des transactions financières effectuées à l'échelle de l'Europe.

Le second pilier a trait à la gouvernance. Sur ce point, le projet du PS se contente de réclamer un *« renforcement de la coordination des politiques économiques et sociales »* au sein de l'UE. Certains sont plus précis, comme Ségolène Royal, favorable à la nomination d'un *« ministre des finances franco-allemand »*, ou Pierre Moscovici, qui évoque celle d'un *« ministre des finances de la zone euro »*.

Représentant de l'aile gauche du PS, le député des Landes Henri Emmanuelli met en garde contre les mirages du fédéralisme : *« Si on fait du fédéralisme pour faire du conservatisme, je suis contre ; si c'est pour faire du keynésianisme, je suis pour »*, explique l'ancien secrétaire d'Etat au budget, pour qui *« l'Europe ne peut plus continuer avec des autorités non légitimées démocratiquement »*.

Jean-Luc Mélenchon partage ce point de vue. *« Le fédéralisme est déjà un fait, mais il est autoritaire »*, estime le coprésident du Parti de gauche. Estimant que *« la droite et la social-démocratie »* sont responsables de la crise actuelle, M. Mélenchon souhaite que l'Europe *« s'affranchisse »* du traité de Lisbonne de 2007. *« Nous souhaitons une sortie des traités existants qui ont été construits avec le même objectif »*, estime quant à elle Christine Poupin, porte-parole du Nouveau Parti anticapitaliste, qui réclame une *« assemblée constituante européenne »*. ■

RAPHAËLLE BESSE DESMOULIÈRES ET THOMAS WIEDER

Le Monde
Mercredi 26 octobre 2011

LA CRISE EUROPÉENNE

« Nous devenons une colonie » de Bruxelles

La Grèce, proeuropéenne depuis que le Vieux Continent l'a aidée à se libérer du joug ottoman, commence à douter

Des Grecs récemment inscrits au chômage attendent dans une agence pour l'emploi, à Athènes, le 24 octobre. YANNIS BEHRAKIS/REUTERS

Athènes
Correspondance

« Est-ce que vous trouvez que l'on est paresseux ? » La rencontre avec Chris Bossinikis et Maria Sotiraki, un couple de fonctionnaires, est à peine commencée, que Chris pose la question.

Comme beaucoup de Grecs, Chris s'est senti humilié par l'image d'un pays qui se dore la pilule au soleil, pendant que l'Europe du Nord travaille dans les frimas. L'économiste Patrick Artus a montré que le cliché ne reposait sur rien et que les pays méditerranéens travaillaient plutôt davantage que d'autres pays européens, mais l'image est restée.

Chris est jardinier dans la principale déchetterie d'Athènes, où il aménage les abords et fait les plantations. Quand ses heures de travail sont finies et qu'il n'y a pas de manifestations – il les rate rarement –, il travaille chez des particuliers ou des entreprises. Sa femme est également salariée à la déchetterie, dans les bureaux.

Ce sont des fonctionnaires précaires. Voilà huit ans qu'ils sont contractuels, jamais titularisés. Et depuis l'automne 2010, le gouvernement sommé par la « troïka » des bailleurs de fonds d'Athènes – le Fonds monétaire international, la Banque centrale européenne et la Commission européenne – de faire des économies, tente de mettre fin à leur contrat. Mais tous les six mois, Chris et Maria vont devant la justice, qui invalide la décision administrative.

Comme 16 % de la population active, ils risquent de se retrouver au chômage. *« Depuis septembre, un patient sur deux a perdu son travail dans l'année »*, constate le psychiatre Dimitris Ploumidis, qui exerce dans la banlieue d'Athènes.

La Grèce est malade. Le nombre de dépressions augmente, comme celui des suicides, alors que le pays a longtemps été fier d'être la lanterne rouge européenne en ce domaine. Une sorte de déprime collective, née dans ce tunnel de la récession qui n'en finit pas.

Les manifestants réguliers ou occasionnels, les candidats au départ vers l'Australie ou d'autres horizons moins lointains, témoignent tous de ce malaise : *« Il n'y a pas d'avenir en Grèce. »*

Le gouvernement socialiste de Georges Papandréou est au bout du rouleau. Il est décrié à l'intérieur pour la radicalité de ses mesures d'austérité, et à l'extérieur pour sa lenteur à les mettre en œuvre. L'opposition progresse

> Les mesures d'austérité sont jugées trop douloureuses et inefficaces par les Grecs, tous milieux sociaux confondus

dans les sondages, mais le rejet des hommes politiques frappe les deux partis alternativement au pouvoir depuis 1974. Le mémorandum et les mesures d'austérité avaient été acceptés en mai 2010. Ces dernières sont jugées trop douloureuses – et inefficaces – par la majorité des Grecs, tous milieux sociaux confondus, du chômeur au chef d'entreprise. Ils se serrent la ceinture et les résultats ne sont pas là.

La « troïka » vient de le reconnaître implicitement en fixant à 2021 un retour sur les marchés pour l'Etat grec, ce qui veut dire encore dix ans de perfusions monétaires et de privations. Les manifestations, émaillées de violences comme en attestent les images qui passent en boucle sur toutes les télévisions du monde, servent à hurler la colère. Elles n'ont empêché aucune mesure d'austérité.

Du côté de l'Europe, dont les sommets annoncés comme décisifs accouchent de souris les uns après les autres, les espoirs apparaissent également vains. Depuis la chute de la dictature, l'horizon politique grec est tourné vers l'Europe. La marche vers l'Union européenne et l'entrée dans la zone euro étaient synonymes de modernité et de prospérité. *« C'est la première fois que les Grecs ont tant de réserve sur la maturité du leadership européen »*, constate le politologue Georges Sefertzis.

D'après les sondages, il existe toujours une majorité de partisans de la monnaie unique et de la construction européenne. Mais les doutes s'installent. Et s'expriment. Iannis Mavris de l'institut de sondage Public Issue a évoqué en mai *« l'érosion graduelle du sentiment proeuropéen en Grèce »*.

« On ne veut pas être les pauvres de cette communauté européenne », explique Maria. Les fonds européens – si mal utilisés et souvent détournés en Grèce – devaient pourtant aider à combler l'écart avec les pays les plus riches. L'histoire a montré que la croissance grecque des années 2000 reposait sur le sable de l'endettement.

Les retards accumulés par le gouvernement pour mettre en œuvre les privatisations et d'autres réformes promises entraînent un renforcement des contrôles et des initiatives de l'Europe ou de la « troïka ». *« Je me sens humilié en tant que Grec, quand j'entends que la vente du patrimoine du pays pourrait se faire de Bruxelles. Nous devenons une colonie »*, s'indigne Dimitris Ploumidis.

« L'Europe ne va pas réussir. Le Nord veut être séparé du Sud. Nous n'avons pas la même mentalité », explique Savvas Lazos. Ce garagiste de Salonique, dans le nord du pays, veut partir en Australie ; il n'arrive plus à vendre ces 4 × 4, qui faisaient fureur dans la décennie de prospérité des années 2000.

Georges Karambelis a beaucoup de succès dans les manifestations avec son affiche « Wanted » représentant Georges Papandréou et son ministre des finances, Evangelos Venizélos, ces *« marionnettes de la troïka »*. Récompense promise : *« une vie libre »*. Ce directeur de la revue d'extrême gauche nationaliste Ardin est favorable à l'Europe, indispensable à Athènes face à la montée en puissance de la Turquie. Mais, pour lui, l'Europe et la Grèce sont dans *« une impasse »* : *« L'Union européenne est irresponsable en poussant le gouverne-*

> L'entrée dans l'Europe, puis dans l'euro, et les Jeux olympiques de 2004 ont fait croire que la Grèce était à égalité

ment à continuer les mesures d'austérité. Cela crée une dynamique de la crise dans toute l'Europe. »

La relation entre la Grèce et l'Europe est complexe. Sans l'appui financier et militaire des grandes puissances européennes, le pays hellène aurait eu du mal à se libérer du joug ottoman il y a moins de deux cents ans et à prendre son indépendance.

Paris, Londres et les autres, qui invoquaient alors le passé prestigieux de la Grèce antique, berceau de la démocratie, rappellent aujourd'hui à Athènes sa dette.

Dans son roman, *Le Dicôlon* (paru en 1995 en Grèce et traduit en 2011 chez Verdier), Yannis Kiourtsakis évoque ce rapport difficile à l'Europe et le poids de cet héritage antique : *« Cette admiration transformait notre sentiment d'infériorité permanent à l'égard de l'Europe et des Européens en sentiment de supériorité inébranlable, puisque – nous le sentions bien – rien désormais ne pourrait faire descendre la petite Grèce du piédestal sur lequel, depuis bien des siècles, l'Histoire l'avait installée à tout jamais dans la conscience universelle ! »*

L'entrée dans l'Europe, puis dans l'euro, tout comme les Jeux olympiques de 2004, ont fait croire que c'était arrivé : la Grèce était à égalité. L'argent était aussi facile à dépenser qu'à emprunter pour les particuliers et encore plus pour les gouvernements. La crise est venue. La Grèce est redescendue brutalement et douloureusement de son piédestal. ■

ALAIN SALLES

Manuel Carvalho da Silva, le syndicaliste portugais qui veut réveiller ses concitoyens

Lisbonne, si désireuse d'être « l'élève modèle » de l'Europe, multiplie les plans d'austérité

Lisbonne
Envoyée spéciale

Não ! A Lisbonne, depuis la mi-octobre, Manuel Carvalho da Silva, 62 ans, secrétaire général du CGTP-In, le plus important syndicat du pays, essaie d'apprendre aux Portugais à dire « non », comme l'indiquent les affichettes de son organisation qui tapissent la ville.

« Non » aux plans de rigueur de plus en plus sévères que les gouvernements de gauche comme de droite imposent sous la pression de la « troïka », ce trio formé par la Banque centrale européenne (BCE), la Commission européenne et le Fonds monétaire international (FMI) qui a octroyé une aide de 78 milliards d'euros au pays.

Pour faire réagir la population, jusqu'ici docile, à ce que M. Carvalho da Silva assimile pourtant à *« une forme d'occupation du territoire »*, cet ancien ouvrier électricien, aujourd'hui titulaire d'un doctorat en sociologie a noué une alliance historique avec l'autre syndicat de gauche l'UGT. Le 24 novembre, les deux syndicats ont appelé à la grève générale. D'ici là, des mouvements sociaux sont prévus dans tout le pays. Selon la CGTP-In, *« les choses progressent »*.

Peut-être parce que, en présentant le budget 2012, le 17 octobre, le gouvernement de centre droit du premier ministre, Pedro Passos Coelho, est allé plus loin encore que les bailleurs de fonds du pays ne l'exigeaient.

Au Portugal, l'entrée dans la zone euro en 1999 reste une fierté. Ne pas être à la hauteur aujourd'hui relèverait de la faute. Le pays se doit d'être un *« élève modèle »*, entend-on sans cesse à Lisbonne.

« Sauver l'économie »

Suite à une nouveau dérapage des comptes publics, Vitor Gaspar, le ministre des finances, réputé pour son penchant très libéral, a annoncé une hausse de la TVA jusqu'à 23 % sur des produits de consommation courante, une augmentation du temps de travail hebdomadaire de 30 minutes (équivalente à une réduction des salaires de 7 % selon la CGTP-In) et la suppression des 13e et 14e mois pour les salariés et retraités de la fonction publique gagnant plus de 1 000 euros bruts par mois. Un dispositif inique, pour M. Carvalho da Silva : *« Les mesures pèsent en majorité sur les travailleurs. Ils ne sont pour rien dans la crise ! »* Pire, le dispositif, assure-t-il, pourrait s'avérer contre-productif.

Pour ce fils d'agriculteurs engagé dans la lutte syndicale depuis 1974, année de la « révolution des œillets », l'objectif n'est pas de soulever les foules et d'organiser des manifestations violentes comme en Grèce. Mais de mobiliser ses concitoyens pour *« sauver l'économie »*, dit-il. Et redonner de l'espoir à une jeunesse désenchantée.

« S'il y a ici quelqu'un qui défend l'économie, c'est bien nous », insiste-t-il. A ses yeux, si personne ne réagit, le Portugal détruira son appareil productif, son système social et reviendra vingt-cinq ans en arrière, dans l'état où il était avant de rejoindre l'Europe.

Sans perdre son sang froid, le sexagénaire explique ainsi que sous l'effet de la rigueur, le pays tombera dans un précipice. La Grèce, elle aussi surendettée, ne s'enfonce-t-elle pas chaque jour un peu plus dans la récession sans parvenir à éponger sa dette ?

Fin septembre, le gouvernement portugais prédisait encore une chute de l'activité de 2,3 % en 2012. Aujourd'hui, il prédit une contraction de la richesse nationale de 2,8 %, souligne le syndicaliste qui redoute une contraction du Produit intérieur brut (PIB) plus proche de 4 %.

Mais quelle est l'alternative ? Le gouvernement de gauche de José Socrates, lorsqu'il était au pouvoir jusqu'en juin, avait lui aussi engagé des mesures d'austérité. Une « troisième voix » est-elle possible ?

M. Carvalho da Silva le pense. Dans ses troupes, on lui prédit un destin glorieux. Calé en économie, diplomate, proche du Parti socialiste, *« il a l'étoffe d'un futur ministre, voire d'un chef d'Etat ! »* glisse Giorgio Casula, anthropologue et membre lui aussi de la CGTP-In. ■

CLAIRE GATINOIS

Plus d'un an de rigueur

Mai 2010 Le gouvernement socialiste de José Socrates présente un plan de rigueur pour assainir les finances publiques.

Mai 2011 Le pays, aux abois, reçoit un soutien de 78 milliards d'euros de la Banque centrale européenne (BCE), la Commission européenne et le Fonds monétaire international (FMI).

6 octobre La Banque du Portugal prévient que l'objectif du gouvernement de réduire le déficit public à 5,9 % du produit intérieur brut en 2011 contre 9,8 % en 2010 nécessite des « mesures supplémentaires significatives »

17 octobre Le nouveau gouvernement de centre droit présente un plan d'austérité pour 2012 et anticipe une récession de 2,8 %.

Encore un ou deux budgets d'austérité pour l'Irlande

Le « tigre celtique » d'avant la crise survit grâce aux exportations des multinationales

Après trois années de récession, l'Irlande a renoué avec la croissance. Le produit intérieur brut (PIB) a progressé de 1,9 % au premier trimestre et de 1,6 % au deuxième. L'île est encore loin de redevenir le « Tigre celtique » d'avant la crise de 2008 mais elle a su tirer profit des 85 milliards d'euros que lui ont octroyés le Fonds Monétaire international (FMI) et l'Union européenne en 2010. Une aide destinée à combler le déficit public (32 % du PIB) provoqué par le renflouement des banques irlandaises, ruinées par la spéculation immobilière et le laxisme des politiques.

La population, elle, est sous le choc du plan d'austérité mis en place par le gouvernement. Suppression d'emplois dans le secteur public. Hausse des impôts et des taxes de toutes sortes. Coupes drastiques dans les budgets sociaux. Seul, l'impôt sur les sociétés a été maintenu par Dublin, contre vents et marées, à 12,5 %, l'un des taux les plus bas des économies développées.

Pour les Irlandais, ce traitement de cheval devrait se poursuivre sur plusieurs années. On prévoit encore au moins deux budgets d'austérité. En décembre, un nouveau tour de vis devrait être annoncé. Le gouvernement est en effet tenté d'économiser 4 milliards d'euros, au lieu des 3,6 annoncés.

D'ici là, chacun retient son souffle, et la consommation reste atone. La croissance est exclusivement tirée par les exportations, ce qui inquiète les économistes. Car l'Irlande est aujourd'hui une économie à deux vitesses. D'un côté, on trouve les multinationales installées dans l'île, exportatrices de produits high-tech tels que les ordinateurs, ainsi que les produits pharmaceutiques et chimiques. Des entreprises florissantes dans l'ensemble, même si elles sont menacées par le ralentissement de l'économie mondiale.

De l'autre côté, il y a les entreprises irlandaises, qui, elles, déprime, car elles dépendent de la consommation intérieure paralysée par les mesures d'austérité passées et à venir.

L'autre motif d'inquiétude pour l'Irlande est le chômage. De 4 % pendant les années fastes, il est passé à 14 %. Chez les jeunes, il dépasse les 20 %. Plus préoccupant encore : le nombre de chômeurs de longue durée a augmenté de 24 % en un an. Avec une conséquence : la vague d'émigration se poursuit, et même s'amplifie. Quelque 40 000 Irlandais ont encore quitté leur pays ces douze derniers mois. ■

FLORENCE BEAUGÉ

LA CRISE EUROPÉENNE

La crise n'est pas conjoncturelle, mais structurelle et civilisationnelle. Face au risque de l'avènement d'une Europe postdémocratique, Jürgen Habermas exhorte les dirigeants européens à renouer avec l'idéal transnational

Les intellectuels européens au secours de l'Europe

LA CRISE économique de la zone euro est une crise systémique et politique. Certains philosophes parlent même d'une crise de civilisation, tant elle fait vaciller l'Europe sur ses fondations.

Après la génération du Mur (de Berlin), celle des tours (du 11-Septembre), la génération des bulles (financières) crie son indignation et clame sa colère, d'Athènes à Madrid, de Londres à Bruxelles. Des intellectuels, comme le sociologue britannique d'origine polonaise Zygmunt Bauman, parlent du triste destin d'un rêve européen transformé en cauchemar : non pas celui d'une mort, mais d'une irrémédiable *« vie à crédit »*.

Pour le philosophe allemand Peter Sloterdijk, *« nous sommes entrés dans une époque où la capacité du crédit d'ouvrir un avenir tenable est de plus en plus bloquée, parce qu'aujourd'hui on prend des crédits pour rembourser d'autres crédits. Autrement dit, le "créditisme" est entré dans une crise finale. On a accumulé tant de dettes que la promesse du remboursement sur laquelle repose le sérieux de notre construction du monde ne peut pas être tenue »* (*Le Monde* du 28 mai).

Sale temps pour l'Europe. Empêtrée dans une crise économique endémique, elle voit l'un de ses plus grands écrivains s'emporter avec drôlerie, avec férocité et avec ironie aussi contre son ubuesque bureaucratie. Dans *Le Doux Monstre de Bruxelles* (Gallimard, en librairie le 27 octobre), l'essayiste allemand Hans Magnus Enzensberger explique que l'Europe est mise sous tutelle par la Commission européenne, qui exerce un véritable *« déni de démocratie »*.

Aujourd'hui, nous dit-il, l'Union ne fait plus la force. Mais la contrainte et l'absurdité. C'est pour ces raisons que nos représentants de Bruxelles ne sont pas aimés. Regardez le traité de Lisbonne, cette pseudo-Constitution qui sert de base à l'Union, s'exclame-t-il : il place le citoyen européen le mieux disposé devant d'insurmontables difficultés de lecture : *« On dirait un barrage de barbelés ! »* Ainsi l'euro a-t-il été conçu dans les coulisses comme une *« abstraction »* sans véritable consultation. Le plus grave dans l'Europe actuelle, explique Enzensberger, c'est donc le déni de démocratie. Car, dans l'Union, la séparation des pouvoirs, chère à Montesquieu, est *« abolie »* : le Parlement européen est certes élu, mais c'est la Commission européenne, c'est-à-dire une institution non élue, qui a principalement l'initiative des lois. Ainsi la triade Parlement-Conseil-Commission fait-elle disparaître selon lui ce que nous entendions autrefois par démocratie.

Jürgen Habermas, l'un des plus grands philosophes allemands, craint également que l'Europe n'entre dans une ère *« post-démocratique »*. Dans le texte inédit que nous publions, le chef de file de l'école de Francfort redoute qu'Angela Merkel et Nicolas Sarkozy ne concluent un compromis entre le *« libéralisme économique allemand »* et *« l'étatisme français »* au détriment de la légitimité démocratique : les gouvernements des différents Etats européens, et non pas les représentants des citoyens européens, décideraient, à la place de ces derniers, des attributions des budgets nationaux par le Conseil de l'Europe. Le risque de court-circuit de la démocratie est grand.

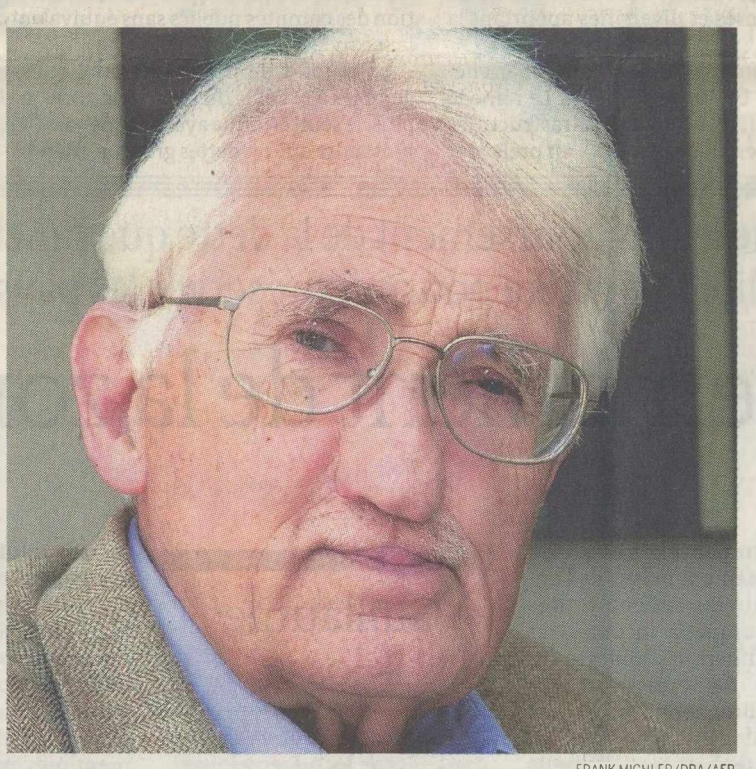
Mais c'est de surcroît l'idéal européen qui serait affecté : *« Les chefs de gouvernement transformeraient de la sorte le projet européen en son contraire : la première communauté supranationale démocratiquement légalisée deviendrait l'organe d'une domination post-démocratique »*. D'où son appel aux élites européennes à *« se retrousser les manches »*. Et à se hâter de rendre l'Europe enfin plus populaire. ■

NICOLAS TRUONG

Rendons l'Europe plus démocratique !
Penser la crise de l'Union européenne

Jürgen Habermas

Philosophe



FRANK MICHLER/DPA/AFP

A court terme, la crise requiert la plus grande attention. Mais par-delà ceci, les acteurs politiques ne devraient pas oublier les défauts de construction qui sont au fondement de l'union monétaire et qui ne pourront pas être levés autrement que par une union politique adéquate : il manque à l'Union européenne les compétences nécessaires à l'harmonisation des économies nationales, qui connaissent des divergences drastiques dans leurs capacités de compétition.

Le « pacte pour l'Europe » à nouveau renforcé ne fait que renforcer un vieux défaut : les accords non contraignants dans le cercle des chefs de gouvernements sont ou bien sans effets ou bien non démocratiques, et doivent pour cette raison être remplacés par une institutionnalisation incontestable des décisions communes. Le gouvernement fédéral allemand est devenu l'accélérateur d'une désolidarisation qui touche toute l'Europe, parce qu'il a trop longtemps fermé les yeux devant l'unique issue constructive que même la *Frankfurter Allgemeine Zeitung* a décrit entre-temps par la formule laconique : *« Davantage d'Europe »*. Tous les gouvernements concernés se retrouvent désemparés et paralysés face au dilemme entre d'une part les impératifs des grandes banques et des agences de notation et d'autre part leur crainte face à la perte de légitimation qui les menace auprès de leur population frustrée. L'incrémentalisme écervelé trahit le manque d'une perspective plus large.

Seul le populisme de droite continue de projeter la caricature de grands sujets nationaux qui se ferment les uns aux autres

Depuis que le temps de l'*embedded capitalism* est révolu et que les marchés globalisés de la politique s'évanouissent, il devient de plus en plus difficile pour tous les Etats de l'OCDE de stimuler la croissance économique et de garantir une répartition juste des revenus ainsi que la Sécurité sociale de la majorité de la population. Après la libération des taux de change, ce problème a été désamorcé par l'acceptation de l'inflation. Etant donné que cette stratégie entraîne des coûts élevés, les gouvernements utilisent de plus en plus l'échappatoire des participations aux budgets publics financées par le crédit.

La crise financière qui dure depuis 2008 a aussi figé le mécanisme de l'endettement étatique aux frais des générations futures ; et en attendant, on ne voit pas comment les politiques d'austérité – difficiles à imposer en politique intérieure – pourraient être mises en accord sur la longue durée avec le maintien du niveau d'un Etat social supportable. Les révoltes de la jeunesse sont un avertissement des menaces qui pèsent sur la paix sociale. Au moins a-t-on reconnu, dans ces circonstances, comme étant le défi véritable le déséquilibre entre les impératifs du marché et la puissance régulatrice de la politique. Au sein de la zone euro, un « gouvernement économique » espéré devrait redonner une force neuve au pacte de stabilité depuis longtemps évidé.

Les représentations d'un « fédéralisme exécutif » d'un type particulier reflètent la crainte des élites politiques de transformer le projet européen, jusque-là pratiqué derrière des portes closes, en un combat d'opinion bruyant et argumenté, obligeant à se retrousser les manches, et qui serait public. Au vu du poids des problèmes, on s'attendrait à ce que les politiciens, sans délai ni condition, mettent enfin les cartes européennes sur table afin d'éclairer de manière offensive la population sur la relation entre les coûts à court terme et l'utilité véritable, c'est-à-dire sur la signification historique du projet européen.

Ils devraient surmonter leur peur des sondages sur l'état de l'opinion et faire confiance à la puissance de persuasion de bons arguments. Au lieu de cela, ils s'acoquinent avec un populisme qu'ils ont eux-mêmes favorisé par l'obscurcissement d'un thème complexe et malaimé. Sur le seuil entre l'unification économique et politique de l'Europe, la politique semble retenir son souffle et rentrer la tête dans les épaules. Pourquoi cette paralysie ? C'est une perspective engluée dans le XIXe siècle qui impose la réponse connue du *demos* : il n'existerait pas de peuple européen ; c'est pourquoi une union politique méritant ce nom serait édifiée sur du sable. A cette interprétation, je voudrais en opposer une autre : la fragmentation politique durable dans le monde et en Europe est en contradiction avec la croissance systémique d'une société mondiale multiculturelle, et elle bloque tout progrès dans la civilisation juridique constitutionnelle des relations de puissance étatiques et sociales.

Etant donné que jusque-là l'UE a été portée et monopolisée par les élites politiques, une dangereuse asymétrie en a résulté – entre la participation démocratique des peuples aux bénéfices que leurs gouvernements « en retirent » pour eux-mêmes sur la scène éloignée de Bruxelles, et l'indifférence, voire l'absence de participation des citoyens de l'UE eu égard aux décisions de leur Parlement à Strasbourg. Cette observation ne justifie pas une substantialisation des « peuples ». Seul le populisme de droite continue de projeter la caricature de grands sujets nationaux qui se ferment les uns aux autres et bloquent toute formation de volonté dépassant les frontières. Après cinquante ans d'immigration du travail, les peuples étatiques européens, au vu de leur croissant pluralisme ethnique, langagier et religieux, ne peuvent plus être imaginés comme des unités culturelles homogènes. Et Internet rend toutes les frontières poreuses.

Dans les Etats territoriaux, il a fallu commencer par installer l'horizon fluide d'un monde de la vie partagé sur de grands espaces et à travers des relations complexes, et le remplir par un contexte communicationnel relevant de la société civile, avec son système circulatoire d'idées. Il va sans dire que cela ne peut se faire que dans le cadre d'une culture politique partagée demeurant assez vague. Mais plus les populations nationales prennent conscience, et plus les médias portent à la conscience, à quelle profondeur les décisions de l'UE influent sur leur quotidien, plus croîtra l'intérêt qu'ils trouveront à faire également usage de leurs droits démocratiques en tant que citoyens de l'Union.

Ce facteur d'impact est devenu tangible dans la crise de l'euro. La crise contraint aussi, à contrecœur, le Conseil à prendre des décisions qui peuvent peser de façon inégale sur les budgets nationaux. Depuis le 8 mai 2009, il a outrepassé un seuil par des décisions de sauvetage et de possibles modifications de la dette, de même que par des déclarations d'intentions en vue d'une harmonisation dans tous les domaines relevant de la compétition (en politique économique, fiscale, de marché du travail, sociale et culturelle).

Au-delà de ce seuil se posent des problèmes de justice de la répartition, car avec le passage d'une intégration « négative » à une intégration « positive », les poids se déplacent d'une légitimation de l'output à une légitimation de l'input. Il serait donc conforme à la logique de ce développement que des citoyens étatiques qui doivent subir des changements de répartition des charges au-delà des frontières nationales, aient la volonté d'influer démocratiquement, dans leur rôle de citoyen de l'Union, sur ce que leurs chefs de gouvernement négocient ou décident dans une zone juridique grise.

Au lieu de cela nous constatons des tactiques dilatoires du côté des gouvernements, et un rejet de type populiste du projet européen dans son ensemble du côté des populations. Ce comportement autodestructeur s'explique par le fait que les élites politiques et les médias hésitent à tirer des conséquences raisonnables du projet constitutionnel. Sous la pression des marchés financiers s'est imposée la conviction que, lors de l'introduction de l'euro, un présupposé économique du projet constitutionnel avait été négligé. L'UE ne peut s'affirmer contre la spéculation financière que si elle obtient les compétences politiques de guidage qui sont nécessaires pour garantir au moins dans le cœur de l'Europe, c'est-à-dire parmi les membres de la zone monétaire européenne, une convergence des développements économiques et sociaux.

Tous les participants savent que ce degré de « collaboration renforcée » n'est pas possible dans le cadre des traités existants. La conséquence d'un « gouvernement économique » commun, auquel se complaît aussi le gouvernement allemand, signifierait que l'exigence centrale de la capacité de compétition de tous les pays de la communauté économique européenne s'étendrait bien au-delà des politiques financières et économiques jusqu'aux budgets nationaux, et interviendrait jusqu'au ventricule du cœur, à savoir dans le droit budgétaire des Parlements nationaux.

Si le droit valide ne doit pas être enfreint de façon flagrante, cette réforme en souffrance n'est possible que par la voie d'un transfert d'autres compétences des Etats membres à l'Union. Angela Merkel et Nicolas Sarkozy ont conclu un compromis entre le libéralisme économique allemand et l'étatisme français qui a un tout autre contenu. Si je vois juste, ils cherchent à consolider le fédéralisme exécutif impliqué dans le traité de Lisbonne en une domination intergouvernementale du Conseil de l'Europe contraire au traité. Un tel régime permettrait de transférer les impératifs des marchés aux budgets nationaux sans aucune légitimation démocratique propre.

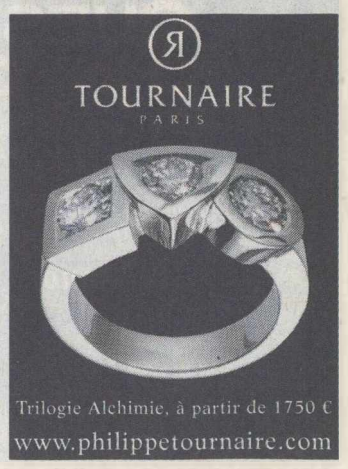
La crise contraint le Conseil à prendre des décisions qui peuvent peser de façon inégale sur les budgets nationaux

Pour ce faire, il faudrait que des accommodements conclus dans l'opacité, et dépourvus de forme juridique, soient imposés à l'aide de menaces de sanctions et de pressions sur les Parlements nationaux dépossédés de leur pouvoir. Les chefs de gouvernement transformeraient de la sorte le projet européen en son contraire : la première communauté supranationale démocratiquement légalisée deviendrait un arrangement effectif, parce que voilé, d'exercice d'une domination post-démocratique. L'alternative se trouve dans la continuation conséquente de la légalisation démocratique de l'UE. Une solidarité citoyenne s'étendant à l'Europe ne peut pas se former si, entre les Etats membres, c'est-à-dire aux possibles points de rupture, se consolident des inégalités sociales entre nations pauvres et riches.

L'Union doit garantir ce que la Loi fondamentale de la République fédérale allemande appelle (art. 106, alinéa 2) : *« l'homogénéité des conditions de vie »*. Cette *« homogénéité »* ne se rapporte qu'à une estimation des situations de vie sociale qui soit acceptable du point de vue de la justice de répartition, non pas à un nivellement des différences culturelles. Or, une intégration politique appuyée sur le bien-être social est nécessaire pour que la pluralité nationale et la richesse culturelle du biotope de la « vieille Europe » puissent être protégées du nivellement au sein d'une globalisation à progression tendue. ■

Traduit de l'allemand par Denis Trierweiler

Ce texte est extrait de la conférence que Jürgen Habermas donnera à l'université Paris-Descartes (12, rue de l'Ecole-de-Médecine, 75006 Paris) dans le cadre d'un colloque organisé, le 10 novembre, par l'équipe PHILéPOL (philosophie, épistémologie et politique) dirigée par le philosophe Yves Charles Zarka. L'intégralité du texte sera publiée dans le numéro de janvier 2012 de la revue *Cités* (PUF).



Le Monde
Mercredi 26 octobre 2011

LA CRISE EUROPÉENNE

L'agonie de l'euro n'est qu'une question de semaines, de mois peut-être. Au lieu de gloser sur ce fétiche, mieux vaut tirer les leçons de cet échec d'union monétaire et tenter de sauver l'économie européenne de l'effondrement

Inventer d'urgence un nouveau système de crédit

Jean-Luc Gréau

Economiste, auteur de « La Trahison des économistes » (Gallimard, 2008)

Au moment de tenter à nouveau de surmonter la crise des dettes souveraines européennes et la monnaie unique, beaucoup sont tentés de voir dans le désastre en cours l'effet principal d'un échec politique. L'Europe aurait été incapable de trouver l'organisation adéquate pour harmoniser les économies et les politiques menées en son sein. Ce serait oublier tout ce qui s'est dit et tout ce qui s'est fait depuis le 11 décembre 1991, date de conclusion de l'accord de Maastricht.

La monnaie unique nous a été présentée comme un facteur déterminant de la prospérité future de l'Europe, l'instrument qui nous manquait pour consolider nos économies et affronter la compétition internationale qui ne cessait de s'élargir.

L'euro surévalué est ainsi venu ajouter ses effets dommageables à ceux du libre-échange inconditionnel

Grâce à la force intrinsèque de la nouvelle monnaie, grâce aux conditions d'emprunt favorables qui en découleraient tant pour les emprunteurs publics que privés, et grâce à sa qualité de future monnaie de réserve concurrente du dollar, les économies concernées trouveraient le chemin d'une croissance substantielle et stable. *« La monnaie unique sera le garant du plein-emploi »*, croyait pouvoir dire Michel Sapin, ministre de l'économie, durant la campagne référendaire de 1992.

Parallèlement, les économistes apôtres de l'expérience soutenaient qu'elle constituait un double rempart, d'abord contre les dévaluations abusives, étrangement qualifiées de *« compétitives »* dans leur jargon inimitable, contre la gestion laxiste des budgets, ensuite. Opter pour la monnaie unique revenait à dire adieu à une certaine manière de gérer les économies et les Etats, basée sur la facilité, à emprunter le chemin de l'innovation et de la compétitivité créatrice des vraies richesses. Enfin on pouvait escompter que les autorités européennes joueraient le rôle de gardiens vigilants de la nouvelle monnaie.

Notre thèse, à l'inverse, est que la monnaie unique a surgi de cerveaux marqués du double sceau de l'inculture économique et historique.

Premier point : en 1991 et 1992, nous avions un choix crucial à opérer entre l'unification monétaire et le libre-échange mondial. Sachant que les pays qui ont réussi leur unification monétaire, tels que les Etats-Unis, tout au long du XIXe siècle, et l'Allemagne du *zollverein* (union douanière), avaient opté pour un régime de protection commerciale, destiné tant à consolider leurs industries naissantes qu'à donner la priorité aux échanges intérieurs et à la cohésion du système économique national, il nous fallait décider entre les deux paris de l'unification monétaire ou de la mondialisation commerciale.

Ne l'ayant pas fait, nous avons laissé se développer les forces centrifuges liées au libre-échange au détriment de l'unité de la zone. L'Allemagne illustre cette contradiction. Pour retrouver une compétitivité tous azimuts, elle a délibérément ramené la rémunération de ses salariés au-dessous de leur productivité, mais au détriment de ses partenaires qu'elle écrase, tout en réduisant sa demande intérieure à leur détriment.

Deuxième point : la cohésion économique de l'Europe dépend moins des critères de gestion tels qu'ils sont définis dans les traités, à la mode d'un Gosplan soviétique, que de la capacité effective des différents membres de créer des tissus d'entreprises denses et diversifiés apportant la richesse, les emplois et les recettes fiscales.

Or, la monnaie unique ne pouvait par elle-même entraîner l'essor souhaitable. Le remède esquissé, consistant à doter d'infrastructures neuves les pays les plus « pauvres » en prélevant sur les pays les plus « riches » a subi un échec total. Les bénéficiaires des fonds de cohésion structurels de Jacques Delors sont entrés les premiers dans l'œil du cyclone. Les transferts de ressources n'ont pas suffi, ils ont même incité certains pays, comme l'Espagne, à choisir un modèle de développement aberrant fondé sur l'essor sans limites du secteur du BTP.

Troisième point : la monnaie forte voulue par ses fondateurs a joué contre leurs objectifs. Ils s'imaginaient qu'elle tirerait les économies vers les hauteurs. Les entreprises choisiraient la haute technologie et les marchés de grand avenir, laissant derrière elles les vestiges de la deuxième révolution industrielle qui avait cependant fait la prospérité de l'Occident de l'après-guerre. Elles obéiraient ainsi au schéma, d'une simplicité confondante, qui assigne à l'Occident la supériorité technique et managériale pour laisser au reste du monde les productions vulgaires où la créativité et la qualification des personnes jouent un rôle secondaire.

L'expérience a démontré au contraire que les industries anciennes restaient indispensables, ce que les Allemands ont compris, et que nos concurrents de l'ancien tiers-monde étaient en mesure de nous égaler, voire de nous surpasser. L'euro surévalué est ainsi venu ajouter ses effets dommageables à ceux du libre-échange inconditionnel. C'est pourquoi les managers européens poursuivent le déménagement de leurs activités européennes vers les verts pâturages de l'Asie émergente.

Quatrième point : la zone euro n'a jamais été étanche. Nous vivons dans un monde étrange. Les créances nées d'un côté de l'Atlantique peuvent migrer en masse vers l'autre côté. C'est ainsi que le krach du marché hypothécaire américain a pu dévaster les comptes des banques européennes, puis nous avons plongé dans la grande récession. Celle-ci a provoqué à son tour une dégradation des comptes publics sans équivalent depuis la seconde guerre mondiale.

La plupart de nos dettes publiques, encore gérables à la veille du séisme de 2008, ne le sont plus, le seuil critique ayant été dépassé. Qui peut prétendre que les dettes grecque, irlandaise, portugaise, espagnole, italienne, voire française et belge, sont remboursables ? Et qu'adviendra-t-il à la surpuissante Allemagne si, demain, ses partenaires sont à terre ?

Cinquième point : comment se fait-il que les banques soient en faillite virtuelle du fait de leurs souscriptions de mauvaises dettes publiques, alors que leurs dirigeants n'ont cessé de dénoncer la gestion laxiste des Etats dont ils acceptaient les titres d'emprunt. La procédure qui a consisté à confier à de grandes banques sélectionnées, les « primary dealers », la prise ferme des nouveaux emprunts, débouche sur une aberration. Les Etats et les banques sont les otages les uns des autres. C'est ainsi que le profane doit comprendre le scénario de ces deux dernières années.

En 2009, il s'est agi de sauver les Etats, comme la Grèce et l'Irlande, pour sauver l'euro. En 2010, il s'agit de sauver les banques pour sauver, s'il en est temps encore, les économies en même temps que l'euro.

Il est sans doute trop tard. Impossible de remédier aux écarts de compétitivité au sein de la zone sans une reconfiguration ou un éclatement de l'euro, synonyme de crise des marchés du crédit à l'échelon occidental ou mondial. Impossible de réaliser la réduction des montants dus par les Etats pour les remettre à flot sans faire basculer les détenteurs des emprunts, banques ou compagnies d'assurances, vers la cessation de paiement.

Au moment où l'euro entre en agonie pour quelques semaines ou quelques mois, nous voudrions attirer l'attention sur ce qui devrait être l'impératif absolu de tout dirigeant politique et économique. Aucune économie ne peut vivre sans système de crédit en ordre de marche.

Dès lors que le nôtre est en péril grave, il convient d'envisager la recréation, en urgence, d'un nouveau système de crédit, doublement appuyé sur l'épargne intérieure et les nouvelles banques centrales à instituer, pour empêcher une dépression sans précédent historique. Cessons de gloser sur le fétiche euro et sur la gouvernance européenne, agissons pour la survie de nos économies et de nos populations. ■

L'absence de croissance à long terme empêche le remboursement de la dette que sanctionnent les marchés. Le renforcement du Fonds européen de stabilité financière pourrait préserver les pays les plus fragiles de la faillite

Il faut créer un gouvernement de la zone euro

Quand va-t-on enfin cesser de qualifier la crise européenne de crise bancaire, de crise de la dette ou de crise de l'euro ? Va-t-on enfin réaliser que cette crise est d'abord et avant tout une crise d'absence de perspectives de croissance annoncée de longue date ?

Au-delà du renforcement du fonds européen de stabilité financière, tout l'enjeu du Conseil européen de mercredi 26 octobre, c'est de définir les conditions d'un retour à une croissance forte et durable. La crise financière a eu deux conséquences majeures pour l'Europe.

D'une part, elle a accéléré le processus de rééquilibrage économique et financier mondial en faveur des grands pays émergents et mis fin, avec l'institutionnalisation du G20, au monopole de l'Occident sur la mondialisation. D'autre part, elle a conduit à un accroissement massif de l'endettement européen à des niveaux jusque-là inconnus et mis en lumière la faiblesse du potentiel de croissance de l'Union européenne et de ses Etats membres.

C'est cette absence structurelle de perspectives de croissance à long terme des Etats européens qui rend problématique le remboursement de la dette et que sanctionnent aujourd'hui les marchés. Ceux-ci considèrent en effet que les Européens, faute de stratégie économique fédérale et de capacité de décision rapide, n'auront pas les moyens économiques et politiques de faire face à leur endettement.

Chose nouvelle, ils font peser une prime de risque sur l'économie européenne. A contrario, ils accordent une prime de confiance aux économies des Etats-continents que sont l'Inde, la Chine ou encore le Brésil : les grands pays émergents disposent de gisements de croissance plus forts et plus sains, à la fois parce qu'ils ont mis en œuvre de véritables stratégies industrielles de long terme, mais aussi parce qu'ils sont encore en situation de rattrapage économique accéléré. L'Europe devient ainsi aux yeux du monde une zone à risque.

Cette crise structurelle n'est pas une surprise, elle est annoncée de longue date. Dès 2000, les chefs d'Etat et de gouvernement de l'Europe des quinze réunis en Conseil à Lisbonne prennent

Guillaume Klossa

Président d'EuropaNova. Conseiller de Jean-Pierre Jouyet pendant la présidence française de l'Union européenne en 2008, coauteur d'« Europe, la dernière chance ? » (Armand Colin, 224 p., 18 €)

conscience que la décennie 2010-2020 sera critique pour l'Europe. Ce qui est nouveau, c'est qu'ils doutent de la crédibilité des décisions européennes qui, une fois prises, même dans l'urgence, nécessitent l'accord des Parlements des Etats membres et prennent des mois à être mises en œuvre. La vérité, c'est que le système de décision européen, largement intergouvernemental, n'est pas adapté à la gestion de crise.

Or, comme le souligne régulièrement Jean-Claude Trichet, l'Europe est entrée dans un cycle de crises durable auquel aucun Etat membre ne peut faire face seul et auquel la zone euro, parce qu'elle n'est pas une union économique et sociale, n'est pas préparée.

Dès lors, il ne s'agit pas seulement d'une crise de l'euro ou de l'Union européenne, mais bien d'une crise du système européen dans sa globalité, Etats membres, zone euro, Union européenne. C'est à cette crise qu'il faut apporter une solution globale qui soit également crédible et légitime.

Il serait faux de dire que les Etats européens n'ont pas pressenti cette nouvelle donne économique et géopolitique. La stratégie de Lisbonne décidée en 2000 par les chefs d'Etat et de gouvernement prévoyait que chaque Etat membre sur une base volontaire mettrait en place des réformes structurelles lui permettant de retrouver de la compétitivité ainsi qu'une politique d'investissement permettant de doper l'innovation. Faute de mesures contraignantes, ces engagements n'ont été tenus que par l'Allemagne et les pays de l'Europe du Nord, ce qui explique en partie la réindustrialisation de ces pays et le déclin industriel des autres.

Il ne s'agit pas seulement d'une crise de l'euro ou de l'Union européenne, mais bien d'une crise du système européen dans sa globalité, Etats membres, zone euro, Union européenne. C'est à cette crise qu'il faut apporter une solution globale qui soit également crédible et légitime

Il est en revanche juste de dire que l'Union européenne a refusé de faire face à l'hypothèse d'une crise systémique dans la mesure où accepter cette hypothèse, c'était reconnaître la nécessité de mettre en place des mécanismes de décision de nature fédérale pour un certain nombre de sujets au moins pour la zone euro : prévention et gestion de crise financière et monétaire, architecture européenne de supervision bancaire et assurantielle, politique d'investissement, convergence sociale et fiscale.

Si le Conseil européen de mercredi veut être décisif pour l'avenir de l'Europe, il doit engager trois mouvements de fond : renforcer le fonds européen de stabilité financière pour être en mesure de faire face à l'urgence grecque et prévenir une crise de la dette italienne ou espagnole, crédibiliser les perspectives de croissance des Etats les plus fragiles, France comprise, initier le processus conduisant à la création d'un gouvernement économique et social pour la zone euro disposant d'une capacité d'action rapide et donc largement autonome, ce qui pose la question d'un contrôle démocratique de ce gouvernement.

Sans cette triple dynamique, le scepticisme va continuer à se généraliser et l'Europe s'enfoncer dans la crise. ■